

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

### No. 9 octobre 2006

<b>AVANT PROPOS</b> .....	<b>1</b>
<b>POLITIQUE INTÉRIEURE</b> .....	<b>2</b>
1. Nervosité à Pékin face au mouvement « anticorruption » à Taïwan ..	2
2. Les manifestations de masse, une réalité qui inquiète.....	4
3. La fin de l'anonymat des blogs en Chine .....	5
4. La Chine se dote d'une nouvelle loi sur les faillites .....	6
<b>ÉCONOMIE</b> .....	<b>9</b>
5. Les entreprises chinoises, bientôt socialement responsables ?.....	9
6. Le PIB vert, si proche et si loin... ..	11
7. Pourquoi la consommation chinoise tarde-t-elle tant à décoller ? ....	13
<b>POLITIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>16</b>
8. Ce que la Chine chuchote à propos de la Corée du nord.....	16
9. Coopération nucléaire civile Inde-Etats-Unis : un mauvais accord ..	18
10. La Chine n'est pas une puissance néocolonialiste.....	20
<b>PRESSE TAIWANAISE</b> .....	<b>23</b>
11. Qui va capter les déçus de Chen Shui-bian et du PDP ?.....	23
12. Ingérence américaine ou coup de pouce ? .....	25

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

[www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)

## AVANT PROPOS

*La Chine acquiert des responsabilités globales, c'est entendu, mais comment les assume-t-elle ? Ce numéro témoigne des hésitations officielles sur plusieurs types de sujets, tant le gouvernement chinois juge fragile la réussite économique et le statut géopolitique du pays.*

*C'est d'abord l'écho inattendu des procédures engagées à Taïwan contre le couple présidentiel pour l'usage abusif de fonds secrets de la présidence – abus limités en vérité, puisqu'il s'agit de robes données à une première dame réduite depuis des décennies à un fauteuil roulant par un attentat de ses adversaires politiques, et de 500 000 dollars de fonds au maximum : mais abus bien réels en démocratie représentative, et repris par toute la presse internationale. En Chine, où l'échelle des détournements récemment connus est autrement importante, la mise en cause judiciaire de l'exécutif apparaît comme un précédent potentiellement dangereux.*

*Hésitations aussi sur la protection de l'environnement, sur le « PIB vert » et sur les causes de la faiblesse – toute relative – de la consommation privée par rapport à l'investissement, qui montre tout de même une économie à double vitesse : les campagnes en particulier sont à la traîne.*

*Hésitation en matière de politique étrangère et de sécurité, ce qu'illustre le débat implicite à propos de la « seconde crise nucléaire » en Corée du Nord : là où l'on a cru, à l'étranger, voir une véritable conversion chinoise à la non-prolifération, fût-ce au détriment d'un allié qui est aussi un État tampon, ces analyses révèlent une Chine beaucoup plus neutre, donnant la priorité à la stabilité de la péninsule, quitte à sacrifier peut-être la non-prolifération.*

*En contre-point, nous trouvons une analyse pessimiste, mais pleine de lucidité, des conséquences prévisibles du « mauvais » accord nucléaire civil entre les États-Unis et l'Inde. Cela confirme la capacité de constat dénué de la moindre idéologie de la part des experts chinois, en particulier quant à la crainte qu'un tel cas isolé prenne valeur d'exemple.*

*Sans aucun doute, un échantillonnage plus représentatif des publications chinoises aurait fait apparaître bien plus de raisons de croire aux objectifs de « société harmonieuse » et de « développement pacifique » de la Chine. Dans notre quête de sens, nous avons inévitablement souligné les ombres portées au tableau, que discernent certains médias et commentateurs eux-mêmes, à commencer par certaines sources de Hongkong qui restent toujours irremplaçables, même si elles sont affectées par la rumeur.*

*Enfin, si l'on avait besoin de se persuader que la démocratie se flagelle et se fragilise parfois mieux que ne le pourraient ses adversaires, il suffit de lire dans ce numéro l'état des réflexions politiques à Taïwan. L'émiettement du panorama politique, l'état d'insatisfaction dans lequel les deux forces politiques principales laisseraient aujourd'hui une part importante de l'électorat – quand celui-ci ne cède pas au réflexe identitaire – témoignent à la fois de la montée de l'individualisme et de la difficulté des formations politiques à y répondre : la démocratie la plus « consumériste » d'Asie orientale se révèle étonnamment proche de la nôtre. Faille de la démocratie moderne ou source ultime de solidité devant les façades bien alignées d'un continent autoritaire, seul l'avenir le dira...*

François Godement et Michal Meidan

## 1. Nervosité à Pékin face au mouvement « anticorruption » à Taïwan

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :  
– Luo Bing, « L'agitation à Taïwan choque la Chine continentale », *Zhengming*, n° 348, octobre 2006, pp. 9-10

À Taïwan, le mouvement demandant la démission du président Chen Shui-bian a occupé le devant de la scène politico-médiatique pendant tout le mois de septembre<sup>1</sup>. Alors que l'on pouvait imaginer que les dirigeants communistes auraient observé avec délectation la vindicte populaire envers un homme d'État qu'ils abhorrent, la réaction chinoise a été en réalité plus nuancée. Cet article de *Zhengming* apporte un éclairage intéressant sur les mécanismes de prise de décision en Chine quant à la question taïwanaise. Surtout, il confirme l'inquiétude des Chinois d'une contagion de la Chine populaire à partir de Taïwan, sous la forme d'une extension de la lutte anticorruption et des manifestations appelant à la démission de dirigeants politiques<sup>2</sup>.

Le 5 septembre 2006, le bureau politique du comité central a annoncé la création d'un « groupe d'observation de la situation taïwanaise » (中央台灣局勢觀察組), directement responsable devant le bureau politique. Cette structure temporaire a pour mission d'analyser en détail l'évolution des troubles intérieurs à Taïwan, afin d'ajuster la politique taïwanaise de la Chine en conséquence, mais aussi de conserver « l'initiative » (主動性) dans les relations interdétroit. Dans la composition du groupe, dirigé par Zeng Qinghong<sup>3</sup>, on retrouve trois membres du bureau politique : Wang Zhaoguo (vice-président

du comité permanent de l'ANP), Zhang Dejiang (secrétaire général du Parti dans la province de Canton), et Cao Gangchuan (vice-président du comité des affaires militaires et ministre de la Défense). À leurs côtés sont également présents deux hauts responsables militaires de l'APL : son chef d'état-major, Liang Guanglie, et Zhang Hetian (membre du commandement de la région militaire du Fujian). Tang Jiaxuan, Chen Yunlin (directeur du bureau des affaires taïwanaises du Conseil d'État et du comité central) et Wang Gang<sup>4</sup> (directeur du secrétariat du comité central) complètent cette structure *ad hoc*. À Shanghai, Fuzhou et Shenzhen, le bureau politique a annoncé la création de trois groupes régionaux de suivi de la situation taïwanaise.

Pendant le mois de septembre, le groupe d'observation a été à l'origine de cinq directives, émises par le Conseil d'État, le comité central du Parti, le département de la Propagande et le ministère de la Sécurité publique, et portant sur des mesures préventives afin de faire face à l'évolution de la situation à Taïwan et à ses possibles conséquences sur l'ordre social en Chine. Les événements taïwanais ont été à l'origine d'un relèvement du niveau d'alerte de l'appareil en charge des relations avec Taïwan, mais aussi de toutes les structures en charge de la sécurité intérieure de la Chine continentale.

Le 5 septembre, le Conseil d'État a publié une première directive à l'intention des instances provinciales du Parti mais aussi des structures de propagande et de sécurité publique de l'État. Cette directive demandait à ses destinataires d'augmenter leur niveau de vigilance et de compréhension envers la situation politique sur l'île, mais aussi de protéger à tout prix la sécurité et les « droits » des Taïwanais résidant ou voyageant en Chine. Elle leur interdisait de prononcer des commentaires sur la situation à Taïwan susceptibles d'être interprétés comme une évolution de la ligne du gouvernement central envers Taïwan. Enfin, quant à l'influence que la situation taïwanaise pourrait exercer sur les provinces chinoises, le document appelle à la

<sup>1</sup> Voir « Morale et politique à Taïwan », *China Analysis*, n° 6-7, juillet-août 2006.

<sup>2</sup> Sur ce thème, voir également « China's strange silence on Chen's trouble », *Asia Times*, 17 novembre 2006.

<sup>3</sup> Le rôle de Zeng Qinghong sur la gestion du dossier taïwanais a été souligné dans « Zeng Qinghong reprendrait la gestion des relations avec Taïwan », *China Analysis*, n° 2, novembre-décembre 2005.

<sup>4</sup> Membre du bureau des affaires taïwanaises de 1981 à 1985.

préparation, à la vigilance et à l'action rapide envers tout « bourgeonnement » d'agitation inspiré du mouvement anticorruption sur l'île.

Le lendemain, le département de la Propagande a envoyé une directive d'urgence aux unités en charge de la propagande, aux maisons d'édition, aux différents médias, mais aussi aux académies des sciences sociales et aux structures de recherches des différentes provinces. La directive leur enjoint de couvrir l'agitation à Taïwan dans le cadre des règles d'usage sur l'information relative à Taïwan et d'envoyer tout document relatif à celui-ci au bureau provincial de la propagande pour examen, tout en annonçant qu'après publication ou émission, leurs auteurs seraient responsables quant au contenu de leurs textes. Elle leur interdit également de faire des commentaires d'ordre politique sur les événements à Taïwan, afin de ne pas provoquer d'effets contre-productifs. Enfin, elle insiste sur l'extrême prudence à observer devant toute information sur les événements à Taïwan si ceux-ci deviennent « violents » et rappelle le rôle essentiel du bureau de la propagande pour la sélection des informations et des images. Dans les provinces de Canton, du Hunan, du Jiangxi et du Jiangsu, les autorités de la propagande ont dû sévir devant la publication d'informations dépassant le cadre fixé par les autorités chinoises.

Le 8 septembre, c'est au tour du département de la Sécurité publique d'émettre « trois avertissements ». Le premier insiste sur la nécessité d'éviter tout mouvement social anticorruption prenant modèle sur le mouvement « anticorruption contre Chen Shui-bian » (反貪倒扁). Il précise le risque « d'encercllement » de bâtiments du gouvernement ou du PCC<sup>5</sup>. Le second et le troisième sont dirigés contre les « forces étrangères hostiles », qu'elles résident à l'intérieur ou en dehors de la Chine, et appellent à la vigilance contre toute tentative de propagande utilisée pour

diviser les Chinois en instrumentalisant les événements taïwanais.

Le 18 septembre, les bureaux généraux du comité central et du Conseil d'État émettent une directive relative au « travail de sécurité pendant la période de congés » de la fête nationale. Elle est destinée aux hauts responsables provinciaux de la Police armée du peuple, de la Sécurité publique et des autorités militaires. Elle leur demande expressément de redoubler de vigilance à la veille de la fête nationale et du 6<sup>e</sup> plénum du 16<sup>e</sup> comité central, car les « forces hostiles » à la Chine pourraient prendre prétexte de l'agitation à Taïwan pour augmenter l'intensité de leurs activités. Le 20 septembre, le Conseil d'État et le comité central des affaires militaires annulent purement et simplement les vacances de tous les responsables de premier rang de la Police armée du peuple et de la Sécurité publique, leur intimant de relever le niveau d'alerte (執勤等級).

Lors d'une réunion du groupe d'observation, Zeng Qinghong a synthétisé les préoccupations chinoises face au mouvement anti-Chen Shui-bian à Taïwan, sans préciser les réponses envisagées par Pékin en cas d'évolution jugée inacceptable par les autorités communistes. Elles se résument en cinq grandes directions :

- Observer attentivement la situation si elle évolue vers des troubles sociaux importants et vers une perte de contrôle de la part des autorités taïwanaises.
- Redoubler d'attention face aux réactions de Chen Shui-bian, en particulier face à l'éventualité qu'il cherche à créer une diversion en accélérant son agenda indépendantiste, en prenant par exemple prétexte de la réforme constitutionnelle (ce qu'il a fait depuis, mais sans conséquence majeure).
- Observer la réponse américaine, mais aussi son « degré d'implication » (介入程度) dans les événements sur l'île.
- Observer l'évolution du niveau d'imbrication entre le gouvernement japonais et les forces indépendantistes à Taïwan, et le niveau d'implication de Tokyo.

---

<sup>5</sup> Sur le modèle de l'encercllement de Zhongnanhai le 25 avril 1999 par les activistes de Falungong, mais aussi de l'encercllement du palais présidentiel à Taipei par le mouvement de Shih Ming-teh en septembre 2006.

- Rester sur ses gardes quant aux conséquences possibles de la situation taïwanaise sur les équilibres sociopolitiques du continent.

Enfin, lors de cette réunion, Zeng Qinghong a estimé que les autorités de l'État et du Parti devaient tirer un enseignement et méditer sur les causes du mouvement anti-Chen Shui-bian à Taïwan. Alors que le Parti communiste a souvent cherché à imiter certaines des politiques qui ont été à l'origine du miracle économique taïwanais – tout en noircissant l'acquis démocratique de Taïwan –, il doit se prémunir contre les dommages collatéraux que pourrait produire en Chine une meilleure connaissance d'un autre aspect de la vie sur l'île : la liberté d'expression et la liberté de manifester contre ses dirigeants et de s'indigner publiquement de la corruption.

## 2. Les manifestations de masse, une réalité qui inquiète

Dans un souci croissant d'assurer la légitimité politique du PCC, le 6<sup>e</sup> plénum du 16<sup>e</sup> CC a mis l'accent sur la construction d'une « société harmonieuse » en Chine. Contribution idéologique de Hu Jintao, ce slogan est également, comme le révèle l'agence de presse officielle Xinhua (un peu tardivement), la manifestation d'une inquiétude croissante au sein des instances dirigeantes face à l'instabilité sociale dans le pays.

Dans une déclaration publique rare, la presse officielle avertit que « le nombre et l'étendue des incidents de masse » mettent en danger la stabilité du pays.

Les inégalités sociales, l'immigration interne, la pauvreté et le chômage ne sont toutefois pas les seules causes de cette instabilité, car les « forces hostiles » tentent d'en profiter pour aggraver davantage la situation.

Cette intervention des « forces hostiles » peut-elle être la raison pour laquelle, depuis le mois d'octobre, Pékin a limité la

liberté de communication par téléphone<sup>6</sup> et par internet, et a arrêté temporairement les investissements étrangers dans les médias chinois ?

- Article non attribué, « China strives to handle mass incidents », Xinhua, 9 décembre 2006

The Communist Party of China (CPC) is exerting efforts to actively prevent and handle mass incidents, and such a move shows the Party's clear recognition of China's current social and economic development and its courage to confront realities.

The Resolution of the CPC Central Committee on Major Issues Regarding the Building of a Harmonious Socialist Society, adopted at the Sixth Plenary Session of the 16th Central Committee of the CPC on Oct. 11, is the first major Party document that addresses the issue of mass incidents and makes it an important task in the process of building a harmonious society.

China is harmonious and stable in general, but it is undergoing profound changes in social and economic structures with many destabilizing factors. The number and scope of mass incidents have become the most outstanding problem that seriously disturbs social stability.

The mass incidents reflect the various social conflicts and problems popping up at the crucial stage of China's reforms. The prevention and proper handling of mass incidents is a major test for the CPC's governing ability.

China's booming economic development has largely improved people's living standard, but in the meantime the gaps between the rich and poor, urban and rural have been widened. Against this background, major mass incidents have been increasing and having wider impact. Among these incidents, some economic disputes had been politicized, and violent confrontation has increased so much that any inappropriate dealing would cause bloodshed.

<sup>6</sup> Article non attribué, « New mobile users to register using real names », *China Daily*, 10 octobre 2006 ; « China bans new foreign investment in TV », *The Associated Press*, 8 décembre, 2006.

Meanwhile, hostile forces inside and outside China are trying all means to intervene and take advantage of mass incidents to instigate and create turbulence.

The Party should put priority to solving the problems and difficulties of laid-off workers, land-lost farmers, emigrants from the Three Gorges Dam area, migrant workers, and the poor in both urban and rural areas. The Ministry of Public Security reported 87,000 mass incidents in 2005, up 6.6 percent over that 2004 and 50 percent over 2003.

Local governments and CPC committees should stay cautious in deploying police force, using weapons and exercising forceful measures in handling mass incidents, to avoid improper force use that will intensify conflicts and aggravate the situation.

### 3. La fin de l'anonymat des blogs en Chine

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Yang Linhua, « Le ministère des Industries de l'Information envisage un système d'enregistrement des blogs », *Nanfang Zhoumo*, 19 octobre 2006
- Zhao Ling, « Enregistrement des blogs : étape expérimentale d'abord, projet de loi ensuite », *Nanfang Zhoumo*, 26 octobre 2006

Le monde des internautes chinois a été bouleversé au mois d'octobre 2006, d'après les articles publiés dans la revue libérale *Nanfang Zhoumo*. Le ministère des Industries de l'Information aurait entamé l'étude d'un nouveau système d'enregistrement des *blogs* (« web logs ») qui obligerait chaque blogueur à fournir des informations complètes permettant de vérifier son identité.

Le ministère des Industries de l'Information aurait confié l'étude de ce projet à l'Association chinoise de l'Internet. Les représentants et les administrateurs de cette association se sont donc réunis à deux reprises : la première, le 13 octobre, afin d'étudier la faisabilité de ce projet et la deuxième, le 31 octobre, pour en évoquer des modalités plus précises. Toutefois,

d'après les articles cités, la première réunion s'est faite de façon à laisser peu de choix aux membres de l'association, et peu de marge de réaction ou d'opposition à cette initiative.

Ainsi, il semble que dès la fin du mois d'octobre la décision d'appliquer cette nouvelle initiative ait été prise, et ce en dépit de l'opposition générale des internautes chinois et de la grande majorité des administrateurs de sites. Cependant, nos auteurs relatent que les représentants de quatre des plus grands sites Internet chinois n'étaient pas présents lors de la première réunion en raison d'une notification tardive. Ce n'est que le 11 octobre que le ministère des Industries de l'Information a convoqué (par courriel) les participants. De même, aucune opposition ne se serait ouvertement manifestée lors de cette première réunion, notamment car, d'après Zhao Ling, « le temps de préparation a été très limité ». Cette initiative, provenant clairement des plus hautes instances politiques du pays, aurait été, de la sorte, adoptée sans difficulté.

L'ordre du jour de la deuxième réunion était donc axé sur les détails techniques de la mise en application : les droits et les obligations des administrateurs du système, le traitement et le stockage des informations données par les blogueurs (qui les gère et à qui sont-elles transmises ? Comment les vérifier et éviter les fausses inscriptions ?).

Dans le même temps, un débat encore fébrile est lancé dans l'opinion publique et au sein de la communauté internet. Parmi les différents administrateurs de sites et de blogs ainsi que parmi les chercheurs spécialisés dans ce domaine, l'opposition à cette initiative est quasi unanime, mais son introduction ne semble plus être remise en question par les autorités.

D'après une enquête menée par le *Nouveau Quotidien de la Culture* et le site *sohu.com*, 75 % des internautes sondés s'opposent à l'introduction de ce système. L'initiative rencontre également une opposition passive : aucune échéance n'a pu être déterminée pour l'introduction d'une phase pilote car aucun site Internet n'a accepté d'y participer.

Quelles sont les raisons avancées pour introduire ce système ? Le secrétaire général du comité de discipline de l'Association chinoise de l'Internet, Yang Junzuo, estime que l'adoption de ce système devrait permettre de prévenir (ou de limiter) la diffusion de contenus pornographiques ou de virus sur le Net. Ensuite, il devrait réduire les cas de fraude, de diffamation et de divulgation d'informations erronées et permettre l'essor d'un « environnement harmonieux pour les internautes chinois », le nouveau système visant à rendre chaque internaute responsable de ses propos.

Les blogueurs pourront continuer à utiliser leurs pseudonymes en ligne ; leurs coordonnées seront accessibles seulement aux personnes autorisées à cet effet. De la sorte, « si la personne ne ment pas, elle n'aura pas mauvaise conscience et n'aura rien à craindre ». Le système, estime le rédacteur en chef du blog de *Qianlong Net*, Shen Yang, fait partie d'un système de confiance dont tout « pays économiquement développé et politiquement stable » a besoin.

Reste que les internautes chinois n'en sont pas convaincus. Au-delà de ce qu'ils estiment être une atteinte au principe même du blog, ils soulignent, de façon assez contradictoire, que l'on peut difficilement contrôler le flux d'informations qui passe sur le Net et que les blogueurs peuvent choisir de s'inscrire sur des blogs étrangers, devenant de la sorte des « exilés d'Internet ». D'autre part, Liu Zhijiang, directeur de l'Association chinoise de l'Internet, admet que toute personne peut être identifiée à partir de son adresse IP ou d'autres déterminants techniques, et que les besoins soulevés par les apologues du système de l'enregistrement des blogs peuvent déjà être satisfaits par certaines facilités techniques. D'autres analystes estiment qu'il s'agit d'une question d'éducation. Le président de *bokee.com*, Fang Xingdong, souligne que des règles de conduite ont été introduites en vue de gérer les informations qui circulent sur Internet et que des efforts ont été faits en vue de promouvoir le principe des « huit honneurs et huit disgrâces<sup>7</sup> ».

<sup>7</sup> Cf. « Hu Jintao imprime sa marque idéologique », *China Analysis*, n°6-7, juillet-août 2006.

En employant un jargon hautement politisé, Fang renforce son argumentaire : les politiques gouvernementales devraient s'appuyer sur les qualités inhérentes de l'Internet, sinon des initiatives inefficaces risquent de saper la base même de l'autorité du gouvernement. Il cite comme exemple la tentative échouée du bureau de la sécurité publique de Shenzhen, à la fin de 2005, de faire enregistrer les utilisateurs de QQ (une forme d'échange et de *chat* comparable à MSN Messenger) par leurs vrais noms. L'initiative a échoué en raison d'une résistance passive de la part des internautes.

Reste donc à voir si ce projet, fortement poussé par les plus hautes instances politiques du pays face au problème épineux de la communication incontrôlée, réussira à convaincre les internautes.

#### 4. La Chine se dote d'une nouvelle loi sur les faillites

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après :  
– Yu Li, « La Chine se dote d'une nouvelle loi fondamentale économique », *Nanfang Zhoumo*, 31 août 2006  
– Duan Hongquan, « Les contours de la nouvelle loi sur les faillites », *Caijing*, n° 166, 21 août 2006

Après douze ans de travaux, l'Assemblée nationale populaire (ANP) a adopté une nouvelle loi sur les faillites le 27 août 2006. Elle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2007. À la différence de la loi sur les faillites de décembre 1986 qui ne concernait que les sociétés d'État, cette nouvelle loi s'appliquera également aux sociétés privées chinoises et étrangères. Les dispositions de cette nouvelle loi impliquent une réorganisation du système des faillites et présente de nouveaux défis pour le pays.

Les innovations de la nouvelle loi sur les faillites

Les innovations de cette nouvelle loi sur les faillites sont nombreuses : elle introduit des concepts nouveaux tels que la responsabilité juridique ou les transactions frauduleuses, elle instaure une délimitation des critères qui définissent les cas de faillite et propose aux entreprises ayant fait une demande de mise en liquidation

de bénéficier d'une aide pour se réorganiser (重整, *chongzheng*) afin d'éviter la faillite. Elle contient en outre deux innovations majeures, qui ont fait l'objet de vives discussions. La première concerne la gestion des faillites, la seconde porte sur l'ordre des priorités accordées dans le règlement des créances.

1) Depuis vingt ans, le gouvernement joue un rôle clé dans les affaires de faillites, dans la mesure où la loi de 1986 actuellement en vigueur ne porte que sur la faillite des sociétés d'État. Des membres du gouvernement se regroupent ainsi en « organisations de liquidation (recouvrement) » (清算组, *qingsuan zu*) et se chargent de régler les cas de faillites des sociétés d'État.

Ce système est amené à disparaître puisque la nouvelle loi introduit un système d'administrateurs (管理人, *guanliren*). Ces administrateurs seront en réalité des structures intermédiaires (中介机构, *zhongjie jigou*), tels que des cabinets d'avocats, des cabinets d'experts-comptables et ou encore des cabinets de recouvrement (破产清算事务所, *pochan qingsuan shiwusuo*). Ces structures seront donc chargées de diriger les processus de mise en liquidation des entreprises et de gérer leurs actifs une fois ce processus engagé.

Bien que cela ait été l'objet de nombreuses controverses, la désignation de ces administrateurs et leur rétribution seront fixés par les tribunaux, les assemblées de créanciers (债权人会议, *zhaiquanren huiyi*) ayant un droit d'opposition (异议权, *yiyiquan*).

Li Shuguang, membre de l'équipe de rédaction de cette nouvelle loi et professeur à l'université de droit et de sciences politiques de Chine, propose en outre de mettre en place un bureau de gestion des faillites (破产管理局, *pochan guanliju*), qui coordonnerait les cas de faillites, publierait des statistiques sur les cas de responsabilité, etc.

Il existe cependant une exception à l'ingérence étatique qui concerne les institutions financières telles que les banques industrielles et commerciales, les

compagnies d'assurance et les sociétés de placement (证券企业, *zhengquan qiye*). L'article 12 paragraphe 134 de la nouvelle loi prévoit que l'organe de gestion et de surveillance des finances du Conseil des affaires d'État pourra demander aux tribunaux populaires la réorganisation ou le remboursement des dettes de ces institutions. Si ces institutions connaissent des difficultés de gestion importantes, il pourra également prendre des mesures de reprise en main ou de mise sous tutelle, ou bien demander aux tribunaux d'interrompre certains jugements exécutoires ainsi que les procédures judiciaires civiles à leur encontre.

2) La seconde innovation de cette loi sur les faillites concerne l'ordre de paiement des créances. Dans la loi de 1986, les salariés licenciés étaient payés avant les créanciers. L'ordre de priorité des paiements de créances a été l'objet de nombreuses discussions qui ont retardé l'adoption de la nouvelle loi. Celle-ci prévoit finalement que les créanciers détenteurs de droits garantis sur des biens (有物权担保的债权人, *you wuquan danbao de zhaiquan ren*) seront payés en priorité par rapport aux salariés. En adoptant cette disposition, la nouvelle loi se conforme aux usages internationaux.

Comme le constate Wang Xinxin, rédacteur de la nouvelle loi et professeur à l'Institut d'études politiques de l'université du peuple chinois, « les garants sont principalement les institutions financières [...]. Si les droits de créance des salariés sont garantis en priorité [...], les garants tels que les banques perdront leurs actifs et cela augmentera les crises des institutions financières. »

Mais les droits des salariés ne doivent pas pour autant être sacrifiés, c'est pourquoi il faut organiser un système de protection sociale et un système de fonds de garanties en cas de faillites. C'est là un des défis majeurs pour la Chine que soulève cette nouvelle loi.

#### De nouveaux défis en perspective

La nouvelle loi sur les faillites soulève de nombreux défis d'ordre juridique et socio-économique.

1) Tout d'abord, elle modifie l'organisation du système législatif en vigueur depuis



près de vingt ans. Cela a des implications dans d'autres domaines, notamment en droit pénal puisque la responsabilité juridique en cas de faillite peut désormais relever de ce domaine. La nouvelle loi renforce la lutte contre les fraudes ou les dissimulations de dettes. La justice va donc devoir s'adapter à cette nouvelle loi et l'expliquer. Quant aux juges et aux structures intermédiaires, ils vont devoir se former.

De plus, la nouvelle loi reste incomplète : elle ne légifère pas sur les faillites de tous les types de société. En l'occurrence, elle ne s'applique ni aux sociétés en partenariat (合伙企业, *hehuo qiye*), ni aux sociétés à propriété individuelle (个人独资企业, *geren duzi qiye*). Elle ne porte donc pas sur les faillites individuelles. Une nouvelle loi sera nécessaire et il serait souhaitable que son élaboration ne prenne pas trop de temps. Reste un autre point à corriger à l'avenir. Les nouveaux concepts introduits tels que les critères qui définissent les cas de faillites, la définition du concept de

transaction frauduleuse, la détermination des actifs du débiteur, etc., sont généralement trop flous. Il faudra donc les préciser.

2) Les difficultés majeures pour la Chine sont cependant d'ordre socio-économique. Durant les neuf mois de transition avant la mise en œuvre effective de la nouvelle loi, il faudra instaurer un système de protection sociale solide et un système de fonds de garantie des droits et des intérêts des salariés en cas de faillite. Le pari est risqué car la stabilité sociale du pays est en jeu. Aucune précision sur les contenus et modalités de mise en œuvre de ces systèmes ne nous est donnée par les rédacteurs de la loi.

Outre ce défi de taille, il faudra enfin voir comment les acteurs du marché, et donc les entreprises, vont s'adapter à ces nouvelles règles de régulation du marché plus libérales, qui accroissent la vulnérabilité des entreprises les plus faibles dans un marché de plus en plus concurrentiel.

## 5. Les entreprises chinoises, bientôt socialement responsables ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

– Wang Kequn : « La SA 8000 : une lame à double tranchant qu'il faut considérer sérieusement », *Zhongguo Jingji Zhoukan*, 5 juin 2006

Les autorités chinoises cherchent depuis peu à promouvoir le développement durable dans leur pays. On a déjà pu le voir au niveau de l'environnement. Le présent article met l'accent sur l'importance de la **responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**.

**La Social Accountability 8000 (SA 8000)** est une norme mise en place par l'organisation américaine Social Accountability International (SAI). Elle a été adoptée par diverses entreprises et ONG américaines et européennes, et est comparable aux normes de type ISO 9000 ou ISO 14000<sup>8</sup>.

Elle vise à développer la RSE en améliorant les conditions de travail ainsi que les droits des travailleurs. Par exemple, elle interdit à l'entreprise d'employer des enfants, d'utiliser des contraintes envers ses employés, de confisquer des papiers d'identité ou de l'argent aux travailleurs, d'empêcher la formation d'associations de salariés, de ne pas respecter les religions et coutumes de ses employés, de les faire travailler plus de 48 heures par semaine, de leur laisser moins d'un jour de repos par semaine, etc.

<sup>8</sup> Pour plus d'informations sur ces normes internationales, on pourra se référer au site de la SAI : <http://www.sa-intl.org/>; et à celui de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) :

<http://www.iso.org/iso/fr/ISOOnline.frontpage>. Sur la RSE et plus généralement sur les conditions de travail en Chine, on trouvera de nombreuses études sur le site de la Congressional-Executive Commission on China (<http://www.cecc.gov/>). On pourra également se référer au rapport de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises, qui malheureusement manque de données chiffrées : ORSE, *La Responsabilité sociétale des entreprises en Chine*, Paris, septembre 2006, 62 p. Il est disponible à l'adresse suivante : [http://www.orse.org/site2/maj/phototheque/photos/docs\\_actualite/chine\\_vf\\_1006.pdf](http://www.orse.org/site2/maj/phototheque/photos/docs_actualite/chine_vf_1006.pdf).

Les spécialistes chinois ont énuméré 20 problèmes majeurs liés aux conditions de travail dans les entreprises chinoises. Voici les principaux : l'emploi illégal de mineurs ; la confiscation d'une partie du salaire, des papiers de l'employé ; les séquestrations et les atteintes aux droits des travailleurs ; l'ajout d'heures de travail en sus des horaires normaux ; les salaires inférieurs au salaire minimum garanti ainsi que les frais illégaux imposés au travailleur ; les arriérés de salaires (en particulier pour les *mingong*<sup>9</sup>) ; une couverture sociale misérable et l'absence de traitements prévus par la loi ; les mauvaises conditions de logement (en matière d'hygiène, de sécurité, etc.) ; le non-respect des normes de sécurité (absence d'extincteurs, manque de formation du personnel sur la conduite à suivre en cas d'incendie, etc.) ; l'utilisation de produits chimiques ou de poisons non conformes aux normes de sécurité ; l'absence de matériel de sécurité pour chaque employé ; l'absence de syndicat ou d'associations de travailleurs ; les discriminations liées au sexe, aux origines sociales ou géographiques, aux études, à l'âge ; le non-respect des congés maternité, et enfin le harcèlement. À titre de comparaison, l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises fait état des problèmes suivants : les conditions d'hygiène ; les lacunes de la protection sociale ; l'absence de contrat de travail ; les violations des normes en matière de salaire minimum et les impayés ; le travail forcé ; l'exploitation des *mingong* ; les carences en matière de droit de grève ; le travail des enfants ; l'absence de liberté syndicale.

Ce problème des conditions de travail déplorables concerne aussi bien les entreprises chinoises qu'étrangères (cf. encadré). **La Chine est à l'heure actuelle le premier pays au monde en matière de risques, maladies et décès liés au travail.** D'après les statistiques officielles (dont la fiabilité est naturellement douteuse), 1,6 million d'entreprises auraient des lieux de travail dangereux et 200 millions d'employés chinois seraient exposés à des risques divers sur leur lieu de travail. Un rapport paru en 2003 recensait 10 647 maladies liées au travail.

<sup>9</sup> Le terme *mingong* sert à désigner les paysans venus à la ville pour trouver un emploi. Déracinés, ils sont souvent les premières victimes des spoliations d'employeurs peu scrupuleux.

L'article cite l'exemple d'une entreprise textile de la province du Hebei, Ningfang, qui a adopté la SA 8000. Avant, les conditions de travail étaient lamentables : les employés étaient logés dans des chambres d'environ 4 mètres carrés, les apprentis devaient grimper sur des lustres pour les épousseter et, surtout – pour le magazine –, le plus incroyable était qu'il fallait passer par les toilettes des hommes pour avoir accès à celles des femmes. « On n'avait pas le droit de négocier, pas le droit de manger ; il fallait quémander nos salaires, vérifier les charges fiscales, et il n'y avait en tout et pour tout qu'un seul sanitaire ! », se plaint un employé. Depuis l'adoption de la SA 8000 par l'entreprise, de nouveaux sanitaires ont été construits ; ils sont désormais au nombre de cinq. De gros efforts ont été faits concernant l'hygiène et la sécurité du personnel. Plus d'un million de yuans a été investi pour remplacer l'ancien restaurant d'entreprise par trois nouvelles cantines. Un étage a été rajouté à l'immeuble servant à loger les employés, avec une sortie de secours et des trousseaux pour les premiers soins dans les chambres. Quelque 100 000 yuans ont été investis dans ces dortoirs.

Wang Kequn reconnaît que la norme SA 8000 risque d'être difficile à appliquer, en particulier dans les industries à forte concentration de main-d'œuvre telles que l'électronique, le textile et l'habillement, le cuir, les jouets, l'artisanat. Dans ces secteurs, les accidents sont fréquents, les employés utilisent des produits toxiques et les droits des travailleurs sont souvent bafoués. À noter cependant qu'il existe d'ores et déjà une norme chinoise en matière de RSE : la China Social Compliance 9000 (CSC 9000), norme de management s'appliquant dans les secteurs du textile et de l'habillement. Curieusement, elle n'est pas citée dans l'article.

La généralisation de cette norme risque donc d'être difficile à obtenir. Wang énumère des propositions pour la faciliter. Il faut 1) sensibiliser la population, lui faire comprendre que l'amélioration des conditions de travail est un défi ; 2) appliquer plus rigoureusement la loi sur le travail (劳动法, adoptée en 1994 mais très irrégulièrement appliquée) ; 3) demander au gouvernement de prendre des mesures pour que les entreprises se disciplinent ; 4) adapter les structures de production du pays pour faciliter l'adoption de ces normes par les entreprises

exportatrices et, enfin, 5) créer des méthodes de contrôle efficaces.

L'amélioration des conditions de travail est indispensable, selon Wang. La Chine reste un pays socialiste, et il n'est pas envisageable qu'en tant que tel elle ne cherche pas à améliorer la condition de ses travailleurs.

Mais la principale motivation qui semble pousser les entreprises à adopter ces normes n'est pas morale. Les entreprises appliquant la SA 8000 espèrent **faciliter leurs exportations** vers les États-Unis et vers l'Europe. Les mesures de rétention des produits chinois par les douanes occidentales restent en effet une préoccupation majeure pour les entreprises du pays (la valeur totale des produits chinois arrêtés par les douanes aurait atteint 1,79 milliard de dollars en 2005). L'article estime que l'Union européenne abaisse de 5 % les droits de douane sur les produits d'entreprises ayant adopté la SA 8000.

De manière plus générale, cette publicité faite autour de la SA 8000 est à remettre dans le contexte de l'amélioration de la condition des travailleurs, dans le cadre de l'édification de la « société d'aisance moyenne » (小康社会). Elle vient compléter les plans d'amélioration des conditions de vie des campagnes et les programmes d'augmentation des salaires. La RSE pourrait ainsi devenir un élément important du discours à tendance populiste du tandem Hu Jintao-Wen Jiabao, au même titre que la protection de l'environnement<sup>10</sup>.

La question est de savoir quel succès ces normes vont rencontrer auprès des entreprises, surtout au niveau local. Si le développement durable est devenu un objectif officiel au niveau du Centre, c'est encore loin d'être le cas dans de nombreuses localités.

### Les entreprises étrangères épinglées

Le *Zhongguo Jingji Zhoukan* a récemment publié un dossier sur le mauvais comportement des entreprises étrangères en Chine<sup>11</sup>. Certes, les Occidentaux ont permis une révolution des mentalités et ont été un formidable accélérateur pour la croissance

<sup>10</sup> Ces thèmes sont suivis dans *China Analysis*. Cf. le n°2 de novembre-décembre 2005, le n°4 de mars-avril 2006 et le n°5 de mai-juin 2006.

<sup>11</sup> Voir le numéro du 5 juin 2006.

chinoise, mais les mécontentements se multiplient à leur égard.

KFC a été poursuivi pour avoir licencié en octobre 2005 un employé travaillant depuis onze ans pour eux, en ne lui reconnaissant qu'un an d'ancienneté. D'autres employés se sont plaints de ne pas avoir été payés. La chaîne a également été accusée d'avoir vendu des produits contenant des substances dangereuses, tout comme Heinz ou Procter & Gamble. D'autres entreprises ont été mêlées à des scandales divers : Toshiba, Sony, Honda, Nestlé, Emerson... Autre événement important dans le monde des multinationales implantées en Chine : la création du premier syndicat au sein d'un magasin Wal-Mart, fin juillet 2006. Cette syndicalisation des entreprises étrangères ferait en réalité partie d'une stratégie énoncée par Hu Jintao qui vise à multiplier les organisations du Parti au sein des entreprises étrangères<sup>12</sup>.

Les causes de cette série de scandales restent obscures. Punition méritée pour des entreprises qui violent allègrement les règles sanitaires chinoises ? Manipulation visant à mieux contrôler les étrangers ? Politique visant à décourager certains IDE ? Affichage d'une volonté d'améliorer les conditions de vie des travailleurs chinois ? Xénophobie naissante ?

## 6. Le PIB vert, si proche et si loin...

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

– Wang Yichao, Xu Ke, « le PIB vert : son image se précise, son application reste lointaine », *Caijing*, n°168, 18 septembre 2006

Grande nouvelle dans l'actualité de la lutte pour l'environnement : le 7 septembre dernier, la SEPA (State Environmental Protection Administration) et le BNS (Bureau national des statistiques) ont publié un « Rapport de recherche 2004 sur le calcul d'un PIB vert<sup>13</sup> » qui, comme son nom l'indique, comprend une évaluation du PIB vert de l'année 2004<sup>14</sup>. Cette nouvelle coupe court aux rumeurs

<sup>12</sup> Sur cette affaire, on pourra se référer à l'article de Han Dongfang paru dans le *South China Morning Post* du 30 septembre 2006 et repris sur le site du *China Labour Bulletin*.

<sup>13</sup> « 中国绿色国民经济核算研究报告 2004 ».

<sup>14</sup> Nous avons déjà traité ce sujet dans *Les Nouvelles de Chine*, n°16, mai 2004 ([http://www.ifri.org/files/centre\\_asie/eco\\_8.pdf](http://www.ifri.org/files/centre_asie/eco_8.pdf)).

ayant annoncé l'abandon de ce projet il y a quelques mois<sup>15</sup>.

Le PIB vert (绿色, GDP) correspond au PIB traditionnel, auquel sont soustraites les atteintes à l'environnement. Le principe est de calculer le coût de la pollution sur la croissance.

Le rapport conclut que **les dommages causés par la pollution ont atteint 511,8 milliards de yuans en 2004, soit 3,05 % du PIB**, tandis que les « **coûts fictifs** » (虚拟成本, soit le montant nécessaire des dépenses de « nettoyage » pour les énergies renouvelables) représentent **1,8 % du PIB**.

Ces résultats sont, sans surprise, inquiétants. Reste que le calcul d'un PIB vert est une première et que la publication de ce rapport dénote une réelle volonté de défense de l'environnement de la part des autorités.

Au-delà de cette réussite, il faut savoir que ce projet est l'aboutissement de presque dix ans de lutte, et qu'il reste, à bien des égards, **insatisfaisant**, malgré les éloges des experts étrangers.

Tout commence en 1996 quand le BNS met en place un service d'évaluation de la production et des ressources naturelles. En 2002, les moyens mis à la disposition du BNS sont une première fois renforcés, en même temps que ce dernier lance des estimations des ressources en eau et en forêt dans les provinces du Heilongjiang et de Hainan, ainsi qu'à Chongqing.

Mais la situation environnementale chinoise ne cessant de se dégrader, la pression se fait de plus en plus forte sur les autorités. La SEPA souffre cependant toujours d'un manque de pouvoir, et il devient de plus en plus urgent de la renforcer.

Le tournant a lieu le 3 octobre 2004, quand Hu Jintao évoque pour la première fois le PIB vert. Il souligne alors « la nécessité de rechercher une méthode pour calculer l'économie populaire verte ». Le projet est repris par le BNS et la SEPA, qui fixent à entre trois et cinq ans la durée de sa réalisation. Le calcul de cet indice doit se fonder sur les rapports des Nations unies publiés dans les années 1970 à propos du Integrated Environmental and Economic Account system (IEEA). Il faut noter que le projet a été mené à terme avec au moins un an d'avance.

<sup>15</sup> Le *Financial Times* a récemment déclaré le projet mort et enterré. Voir l'édition du 9 mai 2006.

À l'heure actuelle, d'autres travaux dans ce sens sont également en route, la SEPA et le BNS préparant actuellement un rapport en collaboration avec l'Administration nationale des forêts et le bureau de l'Eau. Ce rapport, dont *Caijing* espère qu'il sera rendu public, concernera les forêts, les minerais, l'eau, etc.

La Chine fait figure de **pionnière** dans ce domaine. Certes, des travaux du même genre ont déjà été menés dans des pays tels que le Japon, la Chine, l'Indonésie, le Mexique et les pays d'Europe du Nord. Cependant, de l'avis des experts, ces études n'ont pas dépassé le stade d'essai.

D'après *Caijing*, la nouvelle de ce PIB vert a donc été accueillie avec enthousiasme par les spécialistes internationaux de l'environnement. Le magazine cite les éloges de personnalités internationales diverses et prestigieuses telles que Herman Daly, un ancien *senior economist* de la Banque mondiale, aujourd'hui professeur à l'université du Maryland, Thomas Lyon, codirecteur du Erb Institute of Global Sustainable Enterprise, Gernot Wagner de Harvard ou encore Bindu Lohani de l'Asian Development Bank. Globalement, ils félicitent tous la Chine pour cette réussite et espèrent que les pays occidentaux vont suivre ce modèle.

Pourtant, comme à son habitude, *Caijing* porte un regard très critique sur ce PIB vert, qu'il accuse d'être « vert pâle » (浅绿色, GDP).

Le premier problème vient du fait qu'il n'existe pas encore de définition du PIB vert qui fasse l'unanimité. Par exemple, certains soutiennent que son calcul doit se faire en intégrant toutes les traces que laissent les comportements humains.

Cependant, de manière plus générale, il existe un consensus autour d'une vingtaine de coûts reconnus comme polluants. Or, sur ces 20 types de coûts, le PIB vert chinois n'en retiendrait que dix. Seraient par exemple exclus les atteintes aux réserves d'eau souterraines ou encore la pollution des sols. Wang Jinan, chef du groupe chargé du calcul de ce PIB vert, reconnaît les limites de son travail. Certains dommages causés à l'environnement ne peuvent se traduire en coût, admet-il. Au niveau de la santé, il est ainsi extrêmement difficile d'évaluer les liens entre les atteintes à l'environnement et le taux de mortalité. Comment déterminer si certaines maladies sont liées à l'environnement ou non ? Et, quand bien même un lien serait démontré, comment le

traduire dans le PIB ? Par exemple, **comment exprimer dans le PIB le fait que la pollution puisse réduire l'espérance de vie de dix ans ?**

Autre problème concernant le calcul de ce PIB vert, l'évaluation des coûts fictifs. Hu Tao, responsable du Centre de recherche politique pour l'environnement et l'économie de la SEPA, estime que ceux-ci sont impossibles à déterminer de manière précise. Comment calculer des coûts quand ceux-ci ne sont pas le résultat d'échanges ?

En outre, le découpage des coûts par année, de la même manière que la croissance du PIB, peut paraître arbitraire : les dommages causés à l'environnement doivent être considérés comme cumulatifs.

L'article semble également sous-entendre que la mise en place du PIB vert est handicapée par **des facteurs purement institutionnels**. D'abord, la SEPA manque de pouvoir. Ensuite, les ministères et les départements que concerne le PIB vert sont nombreux. Outre la SEPA, on compte le BNS, le ministère de l'Agriculture, le ministère des Ressources hydrauliques, le bureau des Forêts, le bureau des Mers et des Océans, etc. *Caijing* appelle à un renforcement des outils de ces structures. Il semblerait aussi qu'il existe des problèmes de coordination entre elles.

Au-delà de ces questions administratives, Lei Ming, de l'Institut de management Guanghai de l'université de Pékin, souligne que les ressources naturelles chinoises sont généralement d'autant plus difficiles à évaluer qu'elles restent très difficiles d'accès.

Enfin, se pose la question des répercussions concrètes de ces avancées. Le PIB vert reste une norme « abstraite ». « L'esprit PIB vert » («绿色 GDP » 这个概念) ne devrait pas se répandre dans la population d'ici de longues années. Et cet indice ne sera de toute façon pas suffisant pour rendre la croissance chinoise plus écologiquement responsable, comme le déplore Pan Yue, directeur de la SEPA. Dans le même temps, Qiu Xiaohua, nouveau directeur du BNS, estime qu'il faut aller jusqu'à changer les structures de gouvernance, sinon la Chine ne réussira pas à améliorer sa situation environnementale. Le pessimisme relatif de ces hauts dirigeants a de quoi laisser perplexe.

Le PIB vert constitue donc un pas dans la bonne direction, mais le chemin à parcourir reste très long...

## 7. Pourquoi la consommation chinoise tarde-t-elle tant à décoller ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

– Xu Yifan, « L'information mène le pas, la consommation est stimulée » ; Qiu Xiaohua, « Les quatre questions sur la consommation chinoise », *Zhongguo Guoqing Guoli*, juillet 2006, pp.1-10<sup>16</sup>

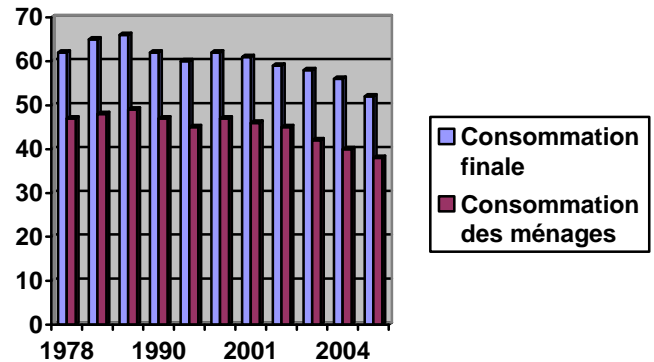
Les 29 et 30 juin s'est tenu à Pékin un forum consacré à la consommation chinoise. Dans un dossier spécial de son numéro de juillet, le *Zhongguo Guoqing Guoli* reprend les interventions de ce forum.

Depuis quelques années, la consommation est au centre des préoccupations des dirigeants et des économistes chinois, qui n'ont de cesse de se plaindre de son faible niveau. La croissance, disent-ils, repose sur les investissements étrangers et n'est pas soutenue par la demande intérieure.

Si, de 1978 à 1990, la consommation finale a représenté en moyenne 62 % de l'augmentation du PIB, ce rapport est allé en diminuant dans les années 1990 : 61,8 % en 1991 puis 52,1 % en 2005. D'autre part, les tendances de consommation des ménages ne sont pas stables. En moyenne, celle-ci représentait environ 50 % de la croissance pendant la période 1978-1990. Elle aussi a ralenti depuis le début des années 1990 : de 48,8 % en 1991, elle est passée à 38,2 % en 2005. Autres données qui inquiètent les économistes, de 1990 à 2005, les investissements ont grimpé en moyenne de 20,8 % chaque année, tandis que la consommation a « seulement » augmenté de 14,1 %. De janvier à mai, le montant total des dépenses en produits de consommation s'élevait à 3 039 milliards de yuans, soit une augmentation de 13,2 % par rapport à l'année précédente. Certes, ce résultat n'est pas négligeable mais, en même temps, les investissements fixes ont atteint 25 443 milliards de yuans, soit une augmentation de 30,3 %.

<sup>16</sup> Xu Yifan est directeur-adjoint du Bureau national des statistiques chinois et Qiu Xiaohua en était le nouveau directeur (remplaçant Li Deshui lors du mois de mars 2006) jusqu'à ce qu'il soit impliqué en octobre dans le scandale du fonds de pension de Shanghai (qui a provoqué la chute de nombreuses personnalités politiques, notamment celle très commentée de Chen Liangyu, chef du PC à Shanghai).

## Graphique : part de la consommation dans l'augmentation du PIB (en %), 1978-2005



La croissance est donc fragile, et dépend trop de l'extérieur. Mais comment stimuler la demande chinoise ? C'est la question à laquelle essayent de répondre depuis plusieurs années déjà de nombreuses études et articles parus dans les différents journaux et revues chinois. Ce forum a essayé de dresser un bilan de l'évolution de la consommation depuis le début des années 1980, et dans le même temps de revenir sur de trop nombreuses idées reçues<sup>17</sup>.

Dans son intervention, Qiu Xiaohua tente de répondre à quatre questions relatives à la consommation : son ralentissement est-il normal ? Comment évolue la consommation chinoise ? Comment évolue l'environnement du consommateur chinois ? Le problème de consommation vient-il seulement du niveau des salaires ? Derrière un discours très orienté politiquement et souvent empreint de mauvaise foi, Qiu réussit à évoquer les problèmes actuels de la consommation en Chine.

### 1. Le ralentissement de la consommation est-il normal ?

Se fondant sur des comparaisons internationales de pays en développement (qu'il ne cite pas), Qiu affirme qu'il est normal que la consommation connaisse un ralentissement alors que les investissements s'accroissent. Les salaires sont encore faibles, le PIB par habitant de la Chine restant à un niveau très bas (1 700 et quelques dollars). Une fois le processus d'industrialisation achevé, le

<sup>17</sup> Les débats sur la consommation ont été abondamment suivis dans *China Analysis*. Voir récemment les commentaires de Lin Yifu dans *China Analysis*, n°3, janvier-février 2006.

rapport consommation/investissement devrait se stabiliser.

Qiu en profite pour relativiser la faiblesse de la consommation chinoise. Certes, celle-ci est

en diminution par rapport au PIB, mais pas dans l'absolu, bien au contraire. En 1990, les Chinois ont dépensé 1 136,5 milliards de yuans. En 2005, ce chiffre était passé à 9 671,4 milliards. En moyenne, chaque ménage a dépensé 9 113 yuans en 1990 et 70 850 en 2005. Force est donc de constater que la consommation reste malgré tout un des *drivers* de la croissance chinoise. Le vrai problème viendrait donc plutôt de l'échec des politiques de soutien de la consommation (voir par exemple les mesures visant à augmenter les salaires) lancées depuis quelques années.

Et Qiu de conclure que **ce n'est pas tant la consommation qui est trop faible que les investissements qui sont trop importants.**

## 2. Comment évolue la consommation chinoise ?

Le pouvoir d'achat est passé de 184 yuans en 1978 à 5 434 yuans en 2005. Cette amélioration est illustrée par l'évolution des produits de consommation de base : au début des années 1980, les « trois anciens » (老三件, terme utilisé pour désigner la bicyclette, la montre et la machine à coudre) étaient considérés comme des produits de luxe. Dans les années 1990, ils avaient été remplacés par la télévision, le réfrigérateur et la machine à laver. Et, à l'heure actuelle, ce sont l'automobile, l'appartement et les télécommunications qui ont pris leur place. De nouveaux modes de consommation ont donc émergé. Désormais, le but ultime du consommateur chinois n'est plus de réussir à se vêtir ou à se nourrir ; désormais mais bien la recherche de nouvelles satisfactions.

Pourtant, d'après une enquête, **85,3 % des Chinois se sentent exclus et estiment que la vie est plus difficile aujourd'hui qu'il y a dix ans** (生活负担 更重了)<sup>18</sup>. De plus, les Chinois se plaignent de l'augmentation des prix de services tels que le logement,

<sup>18</sup> À noter par ailleurs que l'un des projets de Qiu, en tant que directeur du Bureau national des statistiques, était de créer un « indice de bonheur » permettant de mesurer la satisfaction des citoyens et incluant les conditions de vie, l'environnement, les salaires, etc. Il est probable que ce projet perdure après son éviction.

l'éducation, la santé, etc. Qiu répond que ces Chinois qui s'estiment laissés pour compte ne le sont que parce qu'ils voient leurs voisins s'enrichir plus rapidement qu'eux. La convoitise les empêche de voir l'amélioration de leur niveau de vie. Qiu continue en affirmant que l'augmentation du CPI (Consumer Price Index, indice des prix à la consommation) n'est pas non plus responsable de ce sentiment. En effet, affirme-t-il, le CPI ne concerne que les biens de consommation et pas les prix des services. Et, de toute façon, l'augmentation du CPI est liée à des facteurs extérieurs, qui touchent toute la planète : augmentation des prix du pétrole, des métaux, des ressources naturelles, etc.

Cette partie de sa démonstration n'est pas convaincante. Elle revient à nier d'une part l'existence des exclus de la croissance chinoise et d'autre part le creusement des inégalités. Son argumentation sur le CPI paraît tout aussi fallacieuse : l'augmentation du prix des biens de consommation (du CPI) a des répercussions directes sur les Chinois, et ne peut qu'être liée au sentiment que la vie est plus difficile aujourd'hui qu'il y a dix ans. Au contraire, l'enquête citée présente des résultats inquiétants.

## 3. Comment évolue l'environnement du consommateur chinois ?

Les consommateurs chinois semblent de plus en plus souffrir de pratiques illicites : contrefaçons et marchandises défectueuses ; absence de choix en raison des monopoles ou encore de la vente de produits néfastes (伤害生)<sup>19</sup>. Pour Qiu, ces scandales sont en réalité des cas rares dont les médias exagèrent l'importance. Même si, ajoute-t-il, il ne faut pas oublier ce 1 % de consommateurs qui souffrent de telles pratiques.

L'environnement du consommateur serait donc en amélioration constante avec notamment un renforcement de la concurrence.

<sup>19</sup> En l'absence d'explications sur ces produits « néfastes », on devinera que Qiu fait probablement référence à des situations telles que le scandale de la Anhui Huayuan Worldbest Biology Pharmacy Co. (Huayuan), qui a éclaté l'été dernier : des patients se sont vu administrer des faux médicaments ayant provoqué des maladies et la mort de certains d'entre eux. Voir *Caijing* du 21 août 2006.

#### 4. Le problème de la consommation vient-il seulement du niveau des salaires ?

Le niveau des salaires détermine en grande partie le niveau de la demande. Or, la croissance des salaires chinois a été pendant les dernières décennies plus lente que celle du PIB. De 1979 à 2005, les revenus des citoyens ont augmenté en moyenne de 6,9 %, ceux des ruraux de 7 %, alors que le PIB affichait 9,6 % de croissance dans le même temps. Pour relancer la consommation, suffirait-il donc tout simplement d'augmenter les salaires ?

Qiu répond par la négative. La demande chinoise est conditionnée par plusieurs facteurs indépendants du niveau des salaires. D'abord, aussi étrange que cela puisse paraître, le consommateur chinois aurait tendance à « acheter quand les prix montent et à ne pas acheter quand les prix descendent » (买涨不买落). Or, le marché chinois est extrêmement concurrentiel et les prix ont tendance à descendre en permanence. De plus, les consommateurs sont incités à épargner pour couvrir leurs frais de santé et d'éducation ou pour devenir propriétaire. Enfin, le crédit à la consommation tarde à se développer en Chine. Actuellement, les crédits à la consommation ne représentent que 10 % du total des prêts à l'échelle du pays. Mais ils devraient augmenter. D'après une étude, l'amélioration de ces facteurs non directement liés aux salaires pourrait permettre une augmentation de 40 % de la consommation.

Mais, conclut Qiu, **le problème principal de la faiblesse de la consommation vient des campagnes**. Les zones rurales sont trop arriérées, le marché est très imparfait et les prix des biens de consommations dépassent parfois les revenus des paysans.



**8. Ce que la Chine chuchote à propos de la Corée du nord...**<sup>20</sup>

Synthèse commentée de François Godement d'après :  
 – Cui Liru, « Le rôle de la Chine dans les questions de sécurité de la péninsule coréenne », *Xiandai Guoji Guanxi*, n°8, août 2006  
 – Lin Limin, « La gestion de la crise nucléaire coréenne et les choix de la politique étrangère chinoise », *Xiandai Guoji Guanxi*, n°8, août 2006

Ces deux articles sont parus après les tirs balistiques nord-coréens du 4 juillet, mais avant l'essai nucléaire du 9 octobre, dans la revue du China Institutes of Contemporary International Relations (CICIR), le plus important institut chinois de relations internationales. Rédigés l'un par le président du CICIR, l'autre par le directeur de son centre de recherche stratégique, ils sont plus complémentaires que réellement divergents<sup>21</sup>. Pourtant, en dépit des nombreux points communs, l'accent n'est pas toujours le même d'un article à l'autre. M. Cui relève d'ailleurs qu'à propos des relations entre la Chine et la Corée du Nord, marquées à la fois par des facteurs historiques et par des considérations réalistes, il existe des avis divers chez les experts chinois ; toutefois, « le courant dominant chez les dirigeants [chinois] estime qu'il faut protéger les relations traditionnelles Chine-Corée du Nord afin de sauvegarder la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne ».

M. Cui Liru met en avant cette tendance de la politique extérieure chinoise – qui amène la Chine à jouer un rôle de balancier stratégique par rapport à l'affaiblissement de la Corée du Nord depuis la chute de l'URSS. C'est cette dernière évolution qui a fait sortir la Chine d'une stricte politique de non-intervention à

laquelle elle se tenait depuis la fin de la guerre de Corée. Militairement, la confrontation se déroulait entre les États-Unis et la Corée du Nord, stratégiquement, entre les États-Unis et l'Union soviétique. Avec la chute de celle-ci, mais aussi avec le changement politique en Corée du Sud, c'est l'affrontement entre Corée du Nord et États-Unis qui est devenu la caractéristique principale de la situation géopolitique dans la région. La Chine a alors dû s'impliquer, pour « éviter le pire », c'est-à-dire un conflit militaire, et pour préparer un changement positif dans la péninsule. La Chine joue depuis un rôle de « balancier stratégique » (战略平衡角色, *zhanlue pingheng juese*), rôle que le président sud-coréen Roh Moo-hyun s'est également assigné, mentionne par ailleurs M. Cui.

Il relève, par-delà la fraternité d'armes de la guerre de Corée, des besoins politiques et de sécurité qui sont devenus différents dans les deux pays en raison de leur écart économique grandissant. Mais il importe de comprendre que l'attitude la Corée du Nord « n'est absolument pas irrationnelle » ; elle se déduit du système de « guerre froide » qui perdure dans la péninsule et dans lequel la Corée du Nord se trouve en position défavorable, ce qui entraîne une « logique singulière de comportement ». La ruine économique et l'écroulement du Nord sont un danger pour le voisinage et pour l'ensemble de la région, alors que celle-ci bénéficie du rééquilibrage stratégique qu'ont amené les relations de la Chine avec la Corée du Nord. La sensibilité de la Corée du Nord sur les questions de souveraineté dicte d'autre part à la Chine une attitude prudente ; l'influence chinoise, héritée des liens traditionnels, est limitée, même si elle est mythifiée par nombre d'analystes étrangers.

Certes, la Corée du Sud a développé d'intenses relations avec la Chine, dont M. Cui fait un bilan chiffré et optimiste, y compris pour les échanges humains (2 millions de visiteurs en 2003, 180 000 résidents sud-coréens de longue durée en Chine en 2005, dont 35 000 étudiants). C'est là le résultat de la « politique d'indépendance » de Roh Moo-hyun, quoique la Chine « n'entretienne pas l'illusion que la Corée du Sud placerait [leurs] relations au-dessus de celles avec les États-Unis ». Ces derniers cultivent avec la Chine une relation double, faite de coopération mais aussi de compétition et de conflit : c'est vrai en ce qui concerne la Corée du Nord, et

<sup>20</sup> Un article d'une diplomate chinoise détachée dans un *think-tank* américain, « What China whispers to North Korea » (Anne Wu, *The Washington Quarterly*, printemps 2005, vol. 28, n°2, pp. 38-45), avait beaucoup contribué à accréditer l'idée d'un tournant de la politique chinoise, exerçant désormais une pression importante sur la Corée du Nord.

<sup>21</sup> L'article de M. Lin Limin a d'ailleurs été « revu et révisé » par M. Cui Liru, président du CICIR, qui y a apporté de nombreuses corrections ».

particulièrement dans les pourparlers à six où les Américains demandaient à la Corée du Nord « d'expié le péché originel » du nucléaire (赦免的原罪, *shimian de yuanzui*) sans reconnaître sa souveraineté ni ses préoccupations légitimes.

Tout en se voulant un « honnête intermédiaire » (terme repris en chinois du *honest broker* américain), la Chine poursuit d'autres objectifs que ceux des États-Unis : elle veut la paix et la stabilité dans la péninsule, alors que les Américains, fidèles à la tradition du *big stick*, donnent la priorité à la dénucléarisation.

M. Lin Limin reprend bien sûr nombre de ces points, mais avec parfois des nuances dans leur expression ou dans leur ordre d'importance. Insistant sur les facteurs historiques – le militarisme nippon, le franchissement du 38<sup>e</sup> parallèle par les États-Unis en dépit des avertissements chinois en 1950 –, il en minimise considérablement la portée stratégique contemporaine : le Japon et les États-Unis ne sont plus dans la même relation d'hostilité avec la Chine, et l'arsenal nucléaire chinois dissuade et rend impossible toute aventure militaire en direction de la Chine du Nord-Est ; la Corée « n'est plus une porte d'entrée vers la Chine » sur le plan stratégique. Ce sont des souvenirs historiques et des sentiments subjectifs qui persistent, « notamment au sein de l'armée chinoise ».

Il faut donc chercher des raisons réalistes pour expliquer l'implication nouvelle de la Chine, depuis 2002, dans la gestion de la crise nucléaire coréenne. Celle-ci succède à la politique initiée par Deng Xiaoping, qui recommandait la coexistence pacifique, la non-interférence et l'absence de critiques. La Chine doit tout d'abord protéger la Corée du Nord pour des raisons de prestige et d'honneur national, tant un effondrement de celle-ci serait considéré comme un revers politique pour elle.

Ensuite, quoique en baisse depuis 1991, le commerce extérieur chinois avec la Corée du Nord semble se stabiliser entre 1 et 2 milliards de dollars par an ; modeste, ce résultat apporte toutefois « stabilité et prospérité » dans le Nord-Est de la Chine ! La République populaire démocratique de Corée détient de plus minerais et métaux

précieux<sup>22</sup> ; les investissements chinois (35 projets pour 100 millions de dollars jusqu'en 2003) semblent donc destinés à augmenter.

Stratégiquement, la nucléarisation de la Corée du Nord risque par contre d'entraîner, dans une réaction en chaîne, celle du Japon et de Taïwan, ainsi que la déstabilisation de l'Asie du Nord-Est, qui est le pivot de la montée pacifique de l'économie chinoise. Une crise entraînerait aussi l'afflux de millions de réfugiés nord-coréens en Chine, menaçant la prospérité des provinces du Nord-Est. Quoique alliée de la Corée du Nord, la Chine partage aussi avec les États-Unis certains intérêts en Asie du Nord-Est : la dénucléarisation de la péninsule, et ceci par la voie d'un processus multilatéral, mais aussi les relations sino-japonaises et l'impact d'une crise sur la situation dans le détroit de Taïwan. Enfin, M. Lin ne statue pas les pourparlers à six, mais évoque les précédents des conversations à quatre en 1997-1999<sup>23</sup> ou des conversations à trois au printemps 2003<sup>24</sup>. Cette dernière rencontre avait sauvé la face des deux protagonistes, les Nord-Coréens pouvant croire que le rôle de la Chine se limitait à celui d'hôte, les États-Unis pouvant y voir une rencontre multilatérale...

En définitive, M. Lin balance sans véritablement choisir entre une Chine plus directement impliquée, et manifestement inspirée par des préoccupations peu héritées du passé, et le rappel des cinq principes de la coexistence pacifique et de la non-intervention. Contradictoire, son article témoigne d'une certaine tension interne non résolue. Les deux auteurs relèvent des intérêts directs et importants dans la péninsule coréenne, mais ce ne sont pas toujours les mêmes. Le facteur nucléaire semble presque secondaire dans le raisonnement de M. Cui, alors qu'il est – avec la dynamique régionale et l'intérêt économique pour certaines ressources du Nord – beaucoup plus important chez M. Lin. Quoique ce dernier place plus nettement l'implication de la Chine dans le règlement de la crise nucléaire en lien direct avec sa prise de responsabilité globale et son nouveau statut de *stakeholder* ou tenant de l'ordre international, ce n'est pas plus que chez

<sup>22</sup> Voir sur ce sujet « China's ire at North Korea tempered by ore », *IHT*, 24 octobre 2006.

<sup>23</sup> À Genève, avec la Chine, les deux Corées et les États-Unis.

<sup>24</sup> Chine, États-Unis, Corée du Nord.

M. Cui l'axe central de son raisonnement. S'opposent ici une vision traditionnelle et une vision moderniste des intérêts stratégiques, bien que le second article porte en lui, reconnaissons-le, une vision plus apaisée des relations triangulaires avec les États-Unis et le Japon.

## 9. Coopération nucléaire civile Inde-Etats-Unis : un mauvais accord

Synthèse commentée de Michail Andreï d'après :

– Tian Jingmei<sup>25</sup>, « Situation actuelle, influences et perspectives de la coopération nucléaire sino-américaine », *Xiandai Guoji Guanxi*, août 2008, pp. 53-63.

– Zhao Qinghai<sup>26</sup>, « La coopération nucléaire sino-américaine et son influence », *Guoji Wenti Yanjiu*, no 4, pp. 24-28.

Dans leurs articles respectifs, Tian Jingmei et Zhao Qinghai analysent les perspectives et les influences de l'accord indo-américain sur la coopération nucléaire civile. La mise en parallèle de leur réflexion révèle essentiellement quatre points de convergence qui traduisent la circonspection de la communauté chinoise de défense vis-à-vis de cet accord bilatéral aux nombreuses conséquences multilatérales. En excluant de leur réflexion deux pans importants de la problématique, ils révèlent en outre une certaine difficulté de la Chine à formuler sa position, y compris officielle, au sujet de l'accord. Le silence qui, à Pékin, a suivi les annonces indo-américaines tend à le confirmer.

### Le cadre global de l'accord

Le 18 juillet 2005, Washington et New Delhi annonçaient qu'ils allaient initier une coopération nucléaire civile globale. Un accord est passé le 2 mars 2006, et la Chambre des représentants américaine a initié en juillet 2006 un processus législatif d'amendement qui promet d'être encore long.

<sup>25</sup> (田景梅), chercheur assistant au Centre de recherche en sciences appliquées et informatique de Pékin. Travaille plus particulièrement sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération.

<sup>26</sup> (赵青海), directeur du Centre d'analyse des informations et des tendances de l'Institut chinois pour les questions internationales.

Aux termes de cet accord initial, l'administration Bush s'est engagée à chercher activement le soutien et l'accord du Congrès et de ses amis et alliés au sein du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG), afin de pouvoir engager avec l'Inde un commerce portant sur le nucléaire civil. En contrepartie, l'Inde doit procéder à une séparation de ses programmes civil et militaire, soumettre le premier aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), signer le protocole additionnel de cette dernière, poursuivre son moratoire sur les essais nucléaires et enfin (continuer d') adopter un comportement non-proliférateur en se conformant aux critères du NSG et du régime de contrôle des technologies missiles (MTCR).

### Quatre points de convergence

L'Inde gagne plus qu'elle ne perd. Ses engagements sont en effet plus symboliques que réels, puisque non juridiquement contraignants (Tian Jingmei). Certains sont même d'ordre cosmétique : la loi sur le contrôle des exportations constitue la simple réponse indienne à ce que l'enjoignait de faire la résolution 1540 (avril 2004) du Conseil de sécurité et n'est donc pas à verser au rang des bénéfices de cet accord. Une bonne dose de contradiction peut en outre être relevée dans les concessions indiennes : ainsi le soutien affiché par Delhi à un futur traité d'interdiction de production de matières fissiles contredit la poursuite de cette production en Inde. En dernier lieu, l'accord tel qu'il est aujourd'hui envisagé sera facilement contournable, voire détournable. En effet, l'Inde ayant la possibilité de reclasser à volonté telle installation nucléaire dans le domaine civil ou militaire, il lui sera aisé de recycler dans le circuit de l'armement les combustibles nucléaires cédés au titre de l'accord<sup>27</sup>.

Les objectifs de Delhi ne font pas l'objet d'une analyse très fouillée, tant ils semblent triviaux : fin de son « isolement nucléaire » (核独立), diversification des sources d'énergie, rationalisation du parc électronucléaire et enfin desserrement de la constriction due à ses ressources limitées en uranium.

<sup>27</sup> Zhao Qinghai cite même un *faucou* indien conseillant de placer le plus de réacteurs possible sous le contrôle de l'AIEA, puisque avec leur nombre s'accroissent les quantités de combustible nucléaire qu'il est possible d'importer, puis de détourner.

Tian Jingmei concède cependant qu'il s'agit d'un progrès encore jamais vu en ce qui concerne l'Inde. Mais, à considérer son argumentation, il ne fait finalement que souligner ce que dit autrement Zhao Qinghai (citant Condoleezza Rice) : c'est sans doute aussi parce que la politique indienne de Washington a été un échec total auparavant.

Les États-Unis perdent plus qu'ils ne gagnent. Non pas au sens d'un jeu à somme nulle où les gains indiens seraient des pertes pour eux, mais du fait de leurs intérêts globaux de sécurité. Ce calcul subordonne les pertes et profits aux impacts possibles de cet accord sur le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et sur la compétition prévisible qui touchera le marché nucléaire indien. D'une part – ce qui est le fond commun des deux articles –, l'architecture du TNP est sérieusement ébranlée par l'accord ; d'autre part, la vente de quelque deux réacteurs à l'Inde ne suffit pas à justifier cet accord (elle est même « négligeable », dit Zhao Qinghai en citant l'ex-président Carter). Mais les deux auteurs s'accordent à constater que les États-Unis n'ont jamais eu l'intention de freiner la montée en puissance de l'arsenal nucléaire indien et citent l'un comme l'autre le sous-secrétaire d'État américain Nick Burns<sup>28</sup>. Se profile donc la question de l'intérêt américain dans un accord qui renie les principes antérieurement prônés par Washington<sup>29</sup>. Zhao Qinghai cite avec habileté des experts américains<sup>30</sup> évoquant l'ombre d'une volonté de *containment* de la Chine, sans cependant s'en tenir à ce seul aspect des motivations de Washington : sont aussi passées en revue les visées liées à la non-prolifération (impasse actuelle du Traité), à l'énergie (diminuer les besoins indiens en hydrocarbures) et à l'économie (stocks de combustible nucléaire et d'experts à placer).

Processus long, mais tendance favorable

---

<sup>28</sup> « L'Inde va poursuivre son programme stratégique, l'accord n'aura absolument aucune influence sur lui. » Nick Burns est à nouveau cité par les deux auteurs à propos des *doubles standards*.

<sup>29</sup> Rénieusement que Tian Jingmei souligne avec une légère cruauté en évoquant « l'ironie » de la chose ou encore sa « monstrueuse absurdité ». En insistant sur le fait que c'est précisément l'essai indien de 1974 qui avait décidé les États-Unis à adopter des lois dans le domaine de la non-prolifération et à inciter les fournisseurs nucléaires à créer le NSG.

<sup>30</sup> Joseph Cirincione, S. Talbot (ce dernier évoquant un « sous-entendu majeur » jamais énoncé).

De nombreux obstacles jalonnent encore la voie vers la concrétisation de l'accord, mais celui-ci bénéficie néanmoins d'un soutien de plus en plus important. Le Congrès américain, tout d'abord, a pris soin de garder la main jusqu'au terme du processus législatif en refusant à l'administration Bush l'acceptation automatique de l'accord quatre-vingt-dix jours après sa signature. L'accord consiste donc en un équilibre « très très délicat », contraint, critiqué et long. Les experts américains de la non-prolifération jugent qu'il constitue un précédent fâcheux et entrevoient une possible « réaction en chaîne » amenant une perte de sécurité pour les États-Unis. Le travail alterné caractérisant le *checks and balances* américain, qui fait l'objet d'une analyse fouillée de Zhao Qinghai, imposera cette préoccupation jusqu'au bout au Président. Mais un texte durci, prévoyant la suspension de l'accord à la moindre incartade indienne, risquerait de décourager l'investissement de capitaux privés. Par ailleurs, de nouvelles conditions<sup>31</sup> posées *in extremis* par le Congrès indisposeraient gravement et à coup sûr l'Inde, puisque la frange la plus dure des nationalistes indiens craint d'ores et déjà un alignement sur Washington.

Le même équilibre doit être trouvé pour l'accord avec l'AIEA : celle-ci a certes fait bon accueil au projet indo-américain, mais il reste à négocier, à inventer de nouvelles garanties adaptées à la situation particulière de l'Inde.

Il faudra de plus convaincre les membres du NSG, en les ralliant un à un. Si le Royaume-Uni, la France et la Russie<sup>32</sup> soutiennent déjà l'accord, il se trouve dans la quarantaine de membres restants quelques États plus réticents et dont le ralliement demandera du temps.

Tous ces freins ne menacent pourtant pas le processus, Tian comme Zhao soulignant que le temps joue pour lui : les partisans de l'accord agrègent en effet autour d'eux les indécis de la première heure et les opposants sont de plus en plus isolés.

Des conséquences moins prévisibles pour la région que pour le Traité de non-prolifération. Les deux auteurs se rejoignent dans une même appréciation sur le flou des dangers que fait porter l'accord sur l'Asie du Sud. Partant du principe (en citant Islamabad) que

---

<sup>31</sup> Le Congrès a déjà imposé la séparation des programmes, les accords de contrôle avec l'AIEA, les avancées dans les négociations du protocole additionnel et la modification des critères du NSG.

<sup>32</sup> Pour des raisons commerciales, précisent les deux auteurs.

le Pakistan ne restera pas sans réagir, ils considèrent que l'accord entraînera *peut-être* une course aux armements avant de rajouter – pour Tian Jingmei – qu'il aura de toute façon *inévitavelmente* des conséquences fâcheuses pour l'équilibre subrégional. Ce point de vue, qu'on peut résumer en un « peut-être pas, mais sûrement », souligne l'impossibilité d'imaginer une autre issue que l'aggravation de l'antagonisme nucléaire indo-pakistanaï. Nulle autre option n'est envisagée par Tian ou Zhao qui relèvent le refus américain de réserver le même traitement au Pakistan qu'à l'Inde.

En revanche, les certitudes reviennent lorsqu'il est question des conséquences globales sur le TNP. Citant à nouveau l'un comme l'autre Nick Burns, qui a justifié la différence de traitement de l'Inde, de l'Iran et de la Corée du Nord par la différence de responsabilité de leur comportement international, ils lui opposent l'effet négatif qu'aura une « discrimination » visible sur le soutien global aux États-Unis. Tian Jingmei considère que, loin de rapprocher l'Inde du *mainstream* du Traité international, comme l'a plaidé Washington, l'accord va au contraire en éloigner plusieurs États, trahissant ainsi les principes et le contrat<sup>33</sup> qui sous-tendent le TNP (核不扩散条约的基本原则和交易). D'ailleurs, précise Zhao Qinghai, il est faux de dire que l'Inde se garde de toute prolifération<sup>34</sup>.

Un statut d'État doté sans les obligations, un statut d'État non doté sans les contraintes. L'Inde va ainsi obtenir tous les avantages d'un État doté de l'arme nucléaire (EDAN) mais sans adhérer au TNP et sans aucun engagement à œuvrer de bonne foi pour un désarmement nucléaire progressif. La souplesse qui lui est concédée dans la séparation de ses deux filières lui garantissent de ne pas être à court de combustible ni de matière fissile. En tant qu'État non doté (au sens du TNP), ses privilèges sont plus exorbitants encore puisqu'elle est désormais une puissance nucléaire de fait. Cette situation n'est pas tenable à long terme et, prédit Zhao, on verra vite se dissoudre la barrière entre les cinq EDAN et les trois États du seuil. Cela ne peut que signer la mort de l'architecture juridique

<sup>33</sup> Soit la possibilité de coopérations nucléaires civiles en échange de l'abandon de tout programme nucléaire militaire.

<sup>34</sup> Son comportement non-proliférateur ne l'empêche effectivement pas d'être un État proliférant, au sens de la prolifération verticale.

bâtie sur la séparation entre États dotés et non dotés. C'est, semble-t-il, cette dynamique qui inquiète le plus les deux auteurs puisque, comme le note Zhao Qinghai, il n'y a par ailleurs guère de risque de voir l'Inde devenir un pion dans la stratégie globale américaine.

Ce dont nul ne parle

La position de la Chine manque singulièrement dans les propos de Tian Jingmei et de Zhao Qinghai. On aurait pourtant été en droit d'attendre qu'elle fut abordée à propos, notamment, de la dissuasion, du commerce nucléaire, du TNP, de ses intérêts de sécurité, etc. Si la moindre allusion à une situation effective de dissuasion sino-indienne semble impossible sous une plume chinoise, elle est cependant effleurée par le biais des plans américains visant à manipuler l'équilibre stratégique sino-indien. Mais de tout autre sujet ci-dessus énoncé, rien qui puisse faire trace de la position de Pékin.

L'aporie de l'ordre nucléaire mondial est évacuée au profit des reproches faits à l'Inde quant à sa position de refus du TNP. C'est oublier que l'Inde ne peut joindre le TNP *ni* comme État doté *ni* comme État non doté (sa dénucléarisation n'étant d'ailleurs pas une option, semble-t-il, pour Tian et Zhao) et que nulle autre catégorie n'existe. Si l'accord menace l'ordre nucléaire mondial, le reproche doit plutôt en être adressé aux États-Unis qui, partie au TNP, se proposent d'y contrevenir.

La perspective qui se dégage de ces deux tableaux tient donc dans une inquiétude partagée pour le Traité de non-prolifération et le regret manifeste de voir l'Inde sortir de son isolement nucléaire et mener des négociations avantageuses pour elle ; mais nulle alternative, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, n'est proposée : comme si l'accord indo-américain allait simplement dans la mauvaise direction, sans qu'il en soit de bonne.

## 10. La Chine n'est pas une puissance néocolonialiste

Les relations entre la Chine et le continent africain ont fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps. L'engouement chinois pour les matières premières africaines ainsi que l'essor d'activités commerciales sur le continent suscitent de nombreuses interrogations quant à la nature de cette offensive commerciale chinoise et à ses objectifs.

Si l'aide au développement accordée aux pays africains par l'Union européenne ou encore par le Fonds monétaire international est soumise à des conditions de « bonne gouvernance », l'aide chinoise est offerte elle sans contrainte<sup>35</sup>, hormis celle de reconnaître diplomatiquement Pékin au détriment de Taïpei.

La Chine se trouve ainsi qualifiée de pragmatique, de néomercantile, voire même de néocolonialiste dans ses liens avec le continent africain. Les nombreux projets de coopération bénéficient souvent au côté chinois, et risquent de perpétuer en Afrique des structures économiques peu diversifiées, dépendantes de leurs ressources naturelles.

La concentration d'investissements dans les activités d'extraction, effectuées sans faire grand cas des effets à long terme sur l'environnement, risquent également de devenir une source de contentieux entre la Chine et les pays africains.

Or, pour l'instant, les activités chinoises apportent un enrichissement aux populations locales et une issue à la pauvreté, aspects que la ligne officielle chinoise ne cesse de mettre en avant, en se posant comme contre-modèle d'un Occident rejeté du continent.

Avant le sommet sino-africain qui s'est tenu à Pékin du 3 au 5 novembre, la presse officielle chinoise regorgeait d'articles louant la coopération « gagnant-gagnant », et les bienfaits de l'activité chinoise en Afrique<sup>36</sup>. L'article ci-dessous est toutefois un des seuls destinés, explicitement, à contrer les théories d'une Chine néocolonialiste en Afrique propagées par « certaines forces craignant le bon développement des relations sino-africaines ».

Article non attribué, « "Neocolonialism" fallacy aims to sow discord in Sino-Africa cooperation », Xinhua, 30 octobre 2006

<sup>35</sup> Voir « Africa and China » par le Economist Intelligence Unit, 3 novembre 2006.

<sup>36</sup> Voir, par exemple, Wu Jianmin, « How Sino-African friendship is able to renew and stay firm still? », *Le Quotidien du Peuple*, 3 novembre 2006 ; Zhou Xiaojing, « Sino-African trade sped up by mutual benefit and "win-win" situation », *Le Quotidien du Peuple*, 3 novembre 2006.

The fallacy that China is exercising "neo-colonialism" in Africa is apparently aimed at sowing discord between China and Africa and blocking the establishment and development of a new Sino-African strategic partnership.

The forces that are circulating the fallacy are fearful of China's fast growth and the positive development of Sino-Africa relations, and they have also deliberately ignored the fact that Sino-Africa cooperation has been based on equality and mutual benefit.

The Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation, slated for Nov. 3-5, will give another impetus to the development of Sino-Africa relations in a healthy way.

It is known to all that China and Africa have enjoyed a time-honored friendly relationship which was fostered by Chinese and African leaders of the older generations.

China offered unreserved support for the African people during their struggle against imperialism and colonialism and their fight for gaining national independence.

The Tanzania-Zambia Railway built in the 1970s with Chinese aid still plays a significant role in the region's social and economic life. Since 1963, China has dispatched some 15,000 medical personnel to 47 African countries or regions, providing treatment to more than 170 million people.

Moreover, China has waived 10.9 billion yuan (about 1.38 billion U.S. dollars) of debt owed by 31 heavily indebted and least developed countries in Africa. And since 1956, China has helped build 720 major projects in 49 African countries.

Meanwhile, the two sides have agreed that a new strategic partnership that pursues equality and mutual trust in politics, win-win cooperation in economy and exchanges and learning from each other in culture is in the interests of both sides.

In the first half of this year, Chinese President Hu Jintao and Premier Wen Jiabao paid friendly visits to 10 African countries, injecting new life into the Sino-Africa relations.

In handling its relations with Africa, China attaches great importance to cooperation on an equal footing, stresses equality, mutual benefit and win-win results, and stresses mutual trust and support in politics.

During the 50 years of cooperation, the two sides have respected each other, carried out cooperation on an equal footing, never interfered in each other's internal affairs, enhanced coordination in international affairs and joint efforts to promote democratization of international relations to safeguard the legitimate rights of developing countries.

As two-way trade between China and Africa rose to nearly 40 billion U.S. dollars in 2005 from 12 million dollars in 1956, the form of economic cooperation has become more varied and the trade structure has been optimized. The economic cooperation between China and Africa has been an important part of the South-South cooperation.

The facts speak for themselves. Chinese Premier Wen Jiabao told a press conference in June this year that the label of neo-colonialism can never be imposed on China.

Chinese State Councilor Tang Jiaxuan said in a recent interview with Xinhua that the fallacy that China is exercising "neo-colonialism" in Africa neither conforms to the historical facts nor reflects the reality of the China-Africa relations.

The fallacy by some people from the West is aimed at containing the development of China-Africa ties and blocking the China's peaceful development so as to maintain their established interests in the world arena.

Ghanian President John Kufuor told reporters recently that China-Africa cooperation has brought badly needed technology and capital to Africa and created jobs for African people. China-Africa cooperation is transparent, open and inclusive by nature. While constant changes have taken place in the international situation over the past 50 years, both China and Africa have also experienced profound changes.

Nevertheless, the friendship between China and Africa has stood the test of time and been consolidated and further developed.

The fallacy will dissolve itself before the abundant fruits yielded by the China-Africa cooperation.

## 11. Qui va capter les déçus de Chen Shui-bian et du PDP ?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

– Yang Chao, « Qui occupera le terrain fertile abandonné par le PDP ? », *Xin Xinwen (The Journalist)*, n°1028, pp. 20-23

– Lü Hui-chen, « Comment les primaires pour les législatives de 2007 font du PDP un parti à la pensée unique », *Xin Xinwen*, n°1028, pp. 24-25

– Su Yi-tsou, « Pour remporter les élections, il faut abandonner le parrain », *Xin Xinwen*, n°1028, pp. 26-27

L'affaire du détournement des fonds spéciaux de la présidence (國務機要費)<sup>37</sup> secoue la scène politique taïwanaise. Après l'annonce de la mise en accusation de son épouse, la priorité de Chen Shui-bian a été de stabiliser ses soutiens au sein du Parti démocrate progressiste (PDP). Grâce à l'appui de son fidèle lieutenant You Hsi-kun, président du PDP, le comité exécutif du parti a voté une résolution le soutenant. Mais pour Yang Chao, ex-cadre du PDP, c'est moins une victoire pour le Président qu'une défaite pour le parti. Malgré cette unité de façade du parti pour protéger Chen, le chef de l'État n'a pas pu empêcher une vague d'attaques venant de son propre camp. Les plus retentissantes sont venues de Lee Yuan-tseh, prix Nobel de chimie, dont le soutien en 2000 avait beaucoup aidé Chen Shui-bian à remporter la présidentielle, de Lee Teng-hui,

<sup>37</sup> Le 3 novembre, Wu Shu-chen, l'épouse de Chen Shui-bian, a été mise en accusation pour l'utilisation à des fins personnelles de 450 000 dollars provenant d'un fonds spécial du palais présidentiel, utilisé pour des activités diplomatiques secrètes, mais dont les dépenses doivent être justifiées. Elle est accusée d'avoir collecté des factures pour justifier des dépenses personnelles. Le magistrat a indiqué que le président Chen était également suspecté de corruption dans cette affaire. La Constitution de la République de Chine prévoyant l'immunité du chef de l'État, Chen Shui-bian ne sera mis en accusation qu'à la fin de son mandat. La ligne de défense du Président est qu'il fallait absolument justifier les dépenses par de fausses factures, parce que la véritable utilisation des fonds doit rester de l'ordre du secret-défense. À Taïwan, l'utilisation de certains fonds secrets doit être justifiée, alors que d'autres peuvent être dépensés sans l'être.

qui a critiqué les membres de l'Union taïwanaise pour la solidarité (TSU) ayant ouvertement défendu le chef de l'État, et de deux députés historiques du PDP, Lin Cho-shui, théoricien de l'indépendantisme, et Lee Wen-chong, spécialiste des affaires militaires, qui ont démissionné de leur poste de député en présentant leurs excuses à leurs électeurs, déçus à juste titre selon eux par la gestion de la crise politique par le PDP. D'autres, moins connus, ont appelé Chen à démissionner. Cependant, aucune de ces personnalités n'a osé mettre en cause l'intégrité du Président. Lorsque de nouvelles révélations sur l'affaire des diamants de Wu Shu-chen, l'épouse de Chen, sont apparues dans les médias, même les présentateurs des émissions télévisées connus pour défendre bec et ongles le chef de l'État n'ont pu s'empêcher de le critiquer. Enfin, la résolution du comité exécutif du PDP n'a pas permis de dissiper cette atmosphère de fin de règne. Selon Yang Chao, elle n'a fait qu'exposer au grand jour la fragilité, l'absurdité et le manque d'éthique de la position du parti.

Dans ces conditions, qui sont les sympathisants du PDP aujourd'hui ? Selon Yang, ce ne sont plus ceux qui soutiennent la « réforme » ni « l'intégrité », les deux valeurs centrales représentées par M. Chen lors de sa victoire en 2000. Aujourd'hui, le PDP ne représente plus que la « taïwanitude » (本土), et ses sympathisants ne cherchent qu'à protéger le « gouvernement des Taïwanais » (本土政權) car tout vaut mieux pour eux qu'un « gouvernement venu de l'étranger » (外來政權), par référence au Kuomintang (KMT), qu'ils perçoivent comme le parti des Chinois. Pour ces sympathisants, un peu plus de 20 % de l'électorat selon le *Xin Xinwen*, la démocratie et la croissance n'ont aucune importance. Aujourd'hui, le PDP n'existe plus que comme reflet de leurs préoccupations, et les discours du Président ne sont prononcés que pour eux. Un Lin Cho-shui, qui a pu pendant si longtemps représenter les valeurs centrales du parti, n'est plus dans ces conditions qu'un « oiseau esseulé ». Mais tous les autres sympathisants – les « vert clair » (淺綠), l'électorat centriste qui soutenait le parti –, que sont-ils devenus ? Le Kuomintang les a-t-il récupérés, fidélisés ?

Impossible selon Yang Chao. Le KMT n'est pas en mesure de dissiper la haine contre lui qu'ont provoqués dans la



population taïwanaise quarante ans de dictature des continentaux. C'est sur ce manque de confiance envers le KMT que le PDP a pu capitaliser pour construire sa fulgurante montée en puissance, de sa fondation en 1986 jusqu'à sa victoire à la présidentielle de 2004 par plus de 50 % des suffrages. Les électeurs déçus, le KMT ne les récupérera pas. De cette observation pleine de bon sens découle une conclusion étourdissante : entre le PDP et le KMT, il existe un immense espace politique qu'aucun parti n'est en mesure d'occuper, un espace probablement plus vaste que celui occupé par le PDP. Ce n'est un secret pour personne, tous les politiciens le savent sur l'île, et pourtant personne n'agi.

Ce vide politique n'est pas seulement le résultat de la corruption supposée de M. Chen. Il résulte de deux années d'une incessante guerre de tranchées entre le « camp bleu » et le « camp vert », qui a abouti à une radicalisation de chaque partie et à la disparition de tout leader modéré. Pour Yang Chao, seul un « vert modéré » pourrait prendre la tête de cette force politique potentielle. Les deux politiciens qui s'y sont ouvertement intéressés ne bénéficiaient pas de cette image. Wang Jinping, président du Yuan législatif, est un « bleu modéré ». Lee Teng-hui est devenu le « parrain de l'indépendantisme » (臺獨教父). L'un comme l'autre sont pour beaucoup des symboles vivants de l'alliance entre les mafias, le capital et la politique (黑金). D'autre part, l'histoire a montré que le PDP ne pouvait pas engendrer lui-même de leader d'une troisième force, qui quitterait le parti dans un geste protestataire : Shih Ming-teh, Hsu Hsin-liang, Shen Fu-hsiung<sup>38</sup>, tous ont échoué ; si bien que les membres du PDP sont tous intimement convaincus que quitter le parti ne signifie rien d'autre que la mort politique. Shih Ming-teh, malgré le succès relatif de son mouvement populaire d'appel à la démission de Chen Shui-bian, s'est trop affiché avec les « bleus » – James Soong Chu-yu, président du PFP, était sans cesse présent à ses côtés, Ma Ying-jeou est venu le soutenir, pour être crédible aux yeux de ces « verts modérés ». Ainsi, personne n'a pour l'heure la capacité d'organiser ce mouvement en force politique.

<sup>38</sup> Ces « étoiles » du PDP, après avoir quitté le parti, n'ont pas même été capables de remporter un siège de député.

À travers toutes ces épreuves, le PDP a changé. Il est devenu un « temple à une seule parole », alors qu'autrefois il était caractérisé par ses débats internes houleux. Selon un député du sud de l'île qui a préféré garder l'anonymat, « le PDP était bien différent. Sous la présidence de Lin Yi-hsiung, tout le monde exprimait son opinion dans un respect mutuel. Si l'on dépassait les bornes en insultant quelqu'un, le président nous appelait et nous demandait de présenter nos excuses. Aujourd'hui, celui qui parle avec une voix discordante est mis à l'écart, ou présenté au comité de discipline ». Pour Lü Hui-chen, deux facteurs expliquent que personne n'ose attaquer le Président à haute voix, ou s'insurger, comme l'ont fait Lin Choshui et Lee Wen-chong, contre la gestion de la crise par le PDP. Tout d'abord, l'équilibre de la terreur entre les « quatre grands » (四大天王) – Lü Hsiu-lien, Hsieh Chang-ting, Su Tzeng-chang et You Hsi-kun<sup>39</sup> –, les incite chacun à ne pas dégainer le premier et à faire preuve de prudence. Ensuite, et c'est le facteur crucial pour expliquer le raidissement du parti autour de son chef, les nominations pour les candidatures aux législatives de 2007 auront lieu après les municipales de décembre 2006. Et pour obtenir l'investiture du parti, le silence est d'or. Car le système de nomination du PDP est fondé sur une double évaluation du candidat potentiel : un vote au sein du parti, qui compte pour 30 % de l'évaluation finale, et un sondage dans la circonscription convoitée par le candidat, qui compte pour 70 %. La condition *sine qua non* est de ne pas se mettre à dos l'électorat « vert foncé » (深綠), le seul resté fidèle au PDP, envers lequel tout manquement signifierait une sanction immédiate de la part des 30 % venant du vote interne au parti. Pourquoi trahir ces électeurs, convaincus par les quatre-vingts minutes télévisées du « rapport à la population<sup>40</sup> » du président Chen ? Mais, au contraire, si ces électeurs ne représentent qu'une minorité et qu'il est plus facile de gagner les législatives en s'appuyant sur le centre et les verts modérés, pourquoi ne pas tenter de prendre ses distances avec Chen Shui-bian et le parti, et chercher l'investiture en comptant sur les sondages ? Selon l'analyse du *Xin Xinwen*, le mode d'opération du département des

<sup>39</sup> Ils sont considérés comme les quatre seules personnalités « présidentiables » du PDP pour le scrutin de 2008.

<sup>40</sup> « Taiwan Président Denies he Stole Funds », *Washington Post*, 6 novembre 2006.

sondages au PDP rend cette stratégie impossible. À partir de la fin de l'année, il exclura de ses enquêtes d'opinion les sympathisants du camp bleu, afin d'éviter de choisir un candidat peu représentatif et n'ayant aucune chance d'être élu. Ce changement vient du « phénomène Shen Fu-hsiung » : en 2004, après avoir obtenu sans problème l'investiture du parti, persuadé que son image très modérée conviendrait parfaitement aux électeurs de Taipei et renforcé dans cette conviction par les sondages, il avait fini par perdre. Les électeurs du camp bleu, qui avaient dit l'apprécier, avaient préféré voter pour le KMT, et les « verts profonds » avaient porté leur choix sur d'autres candidats du PDP ou du TSU.

L'affaire des bons d'État a eu comme effet collatéral d'exposer au grand jour les dissensions entre Lee Teng-hui et le TSU, le parti dont il est le père politique. L'ex-président a cherché, sans succès, à entraîner l'allié législatif du PDP contre le président Chen. Après l'annonce du jugement de Chen après son mandat (il est protégé par la Constitution durant celui-ci), Lee a demandé au parti de voter avec la majorité législative KMT/PFP pour la destitution de Chen Shui-bian. Mais le TSU s'est insurgé contre lui, si bien que le parti a fini par annoncer qu'il voterait contre la troisième procédure de destitution. Pourquoi le TSU n'a-t-il pas choisi de suivre Lee Teng-hui dans sa stratégie de couper son soutien au PDP ? Selon les élus du TSU cités par le *Xin Xinwen*, la réponse est simple : d'après les sondages internes au TSU, voter contre Chen Shui-bian reviendrait à se couper de sa base électorale. Cet épisode révèle la réalité des rapports de pouvoir dans le parti indépendantiste. Alors que le TSU est généralement perçu comme l'instrument de Lee Teng-hui, il n'en serait rien. Selon le *Xin Xinwen*, le parti est tenu par Liao Ben-yan et Huang Zong-yuan. Ils utilisent Lee Teng-hui pour renforcer le parti, mais ce sont eux qui en tiennent véritablement les cordes. Si le TSU a choisi de se positionner contre Lee Teng-hui, c'est parce que ses politiciens savent que la stratégie de construction d'une troisième force par l'ex-président aurait pour résultat de détruire le parti. Car ce que veut Lee Teng-hui – la presse taïwanaise en parle depuis plus de deux mois –, c'est organiser les déçus de Chen Shui-bian de sensibilité « verte » ou se situant au centre de l'échiquier politique taïwanais – ni fidèles au KMT, ni loyaux envers le PDP. L'analyste du

*Xin Xinwen* estime qu'il serait possible pour Lee Teng-hui de diviser le PDP et de construire cette nouvelle force, mais au prix de la disparition du PDP et du TSU ; et très peu de politiciens sont prêts à accepter ce tremblement de terre politique. Au contraire, Liao Ben-yan poursuit une autre stratégie : échanger avec le PDP un vote contre la procédure de destitution contre des conditions avantageuses pour les législatives de 2007.

## 12. Ingérence américaine ou coup de pouce ?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

– Lee Wen-chung, « Si le financement des achats d'armes ne passe pas, les relations triangulaires entre Taïwan, la Chine et les États-Unis seront déséquilibrées », *Lienhebao*, 28 octobre 2006, A19

– Guo Ke-ming, « Où est notre dignité ? Nous accueillons avec le sourire une ingérence dans nos affaires intérieures », *Lienhebao*, 28 octobre 2006, A19

– Wang Rong-lin, « Taïwan, une colonie américaine ? », *Lienhebao*, 27 octobre 2006, A19

– Luo Yi-zheng, « Une trahison totale des conventions de politesse diplomatiques, l'arrogance de Stephen Young », *Lienhebao*, 27 octobre 2006, A19

« Pourquoi Stephen Young a-t-il donc perdu toute mesure dans ses propos ? », éditorial, *Lienhe Wanbao*, 27 octobre 2006, A2

Pendant quelques jours, à la fin du mois d'octobre, la politique intérieure a cessé d'occuper l'ensemble de la scène médiatique à Taïwan. Alors que l'agitation autour des appels à la démission du président Chen Shui-bian était à son comble et que l'effervescence s'amplifiait à propos des élections municipales à Taipei et à Kaohsiung, Stephen Young, le directeur en poste à Taipei de l'American Institute in Taiwan (la représentation officielle des États-Unis), a provoqué une diversion. Le 27 octobre, lors d'une conférence de presse, il a appelé le Yuan législatif à voter le financement des achats d'armes lors de sa session d'automne<sup>41</sup>. Il a en outre déclaré que Washington observait avec attention qui s'opposait aux acquisitions d'armements et

<sup>41</sup> « US pushes for Taiwan to pass arms package », AFP, 27 octobre 2006.

pour quelles raisons, menaçant à demi-mot les politiciens qui placeraient les questions de politique intérieure avant la sécurité de Taïwan. Son intervention a eu trois effets. Tout d'abord, elle a incité tous les acteurs à réitérer leur position sur la question de l'armement de Taïwan. Ensuite, elle a provoqué une déferlante de rhétorique anti-impérialiste, un thème sur lequel Taïwan est généralement très discret, si ce n'est muet. Enfin, elle a probablement favorisé le vote du comité de défense du Yuan législatif autorisant pour la première fois la discussion en assemblée plénière de l'achat des P3C Orion et de l'étude de faisabilité sur la construction aux États-Unis de sous-marins à propulsion Diesel<sup>42</sup>.

Wang Rong-lin pose le problème de manière très directe : le besoin de Taïwan d'une assistance des États-Unis fait-il nécessairement de l'île une colonie américaine ? Ironisant sur la rhétorique du PDP, qui ne cesse de clamer que Taïwan est un État souverain et indépendant (主權獨立的國家), il s'interroge : quel État souverain accepterait de laisser imposer à ses représentants élus un délai précis et une issue à un vote interne ? Selon lui, en exprimant de manière publique l'exaspération des États-Unis, après l'avoir fait à maintes reprises sur un mode privé, Stephen Young aurait cherché à relancer le débat interne sur la défense nationale de Taïwan, pour donner au Président le temps de souffler. Cette analyse est fondée sur les liens d'amitiés supposés du représentant américain avec Chen Shui-bian, mais aussi avec Chiu I-jen, secrétaire général du Conseil pour la sécurité nationale, ancien camarade de classe de Stephen Young à l'université de Chicago. Mais c'est autour du désir d'être traité avec respect et sur un pied d'égalité par Washington que toutes les critiques se rejoignent. Luo Yi-zheng, diplomate à la retraite, fait un parallèle entre la controverse sur les achats d'armes et la conclusion par les États-Unis du Taïwan Relations Act : que se serait-il passé si, à l'époque, Taïwan avait pressé le Congrès de voter le texte au plus vite, en s'appuyant sur les médias ? Il souligne que n'importe quel État renverrait illico presto tout diplomate s'ingérant publiquement dans ses affaires intérieures, tout en regrettant que les paroles de Stephen Young n'aient pas provoqué de

manifestations de rue contre l'impérialisme américain. L'éditorialiste du *Lienhebao* souligne, à tort, que les déclarations du diplomate américain auront nécessairement des effets contre-productifs sur le comportement des députés d'opposition. Il reprend en cela nombre de déclarations publiques de députés du KMT et du PFP, qui se sont engagés à continuer à s'opposer au vote du budget, du moins pendant la session législative d'automne. Enfin, il estime que Stephen Young a complètement occulté la position du KMT, qui soutient des « achats d'armes raisonnables » (合理軍購).

Guo Ke-ming, directeur du bureau politique de l'Union pour la solidarité taïwanaise (TSU)<sup>43</sup>, distribue équitablement ses critiques entre Chen Shui-bian, Stephen Young et l'opposition KMT-PFP. Il lui semble inacceptable que le palais présidentiel ait tenu à remercier Stephen Young pour sa franchise envers le peuple taïwanais alors que ce dernier s'est directement ingéré dans les affaires intérieures du pays, en allant jusqu'à évoquer un délai pour le vote d'une loi interne. Cependant, il rejoint sur le fond le diplomate américain. Comme lui, il s'insurge contre l'interminable blocage du financement des achats d'armes par le comité procédural du Yuan législatif, et dénonce une opposition irrationnelle dont la seule motivation doit être recherchée dans les calculs de politique intérieure du camp bleu. Enfin, il renvoie dos à dos le PDP et le KMT, arguant que leurs positions sur les achats d'armes s'expliquent avant tout par leur position dans le système politique de l'île. Dans l'opposition législative, tout parti politique aurait tendance à s'opposer aux achats d'armes. Une fois au pouvoir, les partis, confrontés à la gestion des équilibres stratégiques dans le détroit de Formose, se trouvent obligés de renforcer les capacités de défense de Taïwan en incorporant de nouveaux armements.

Parmi les auteurs retenus, l'ex-député PDP Lee Wen-chung<sup>44</sup> est le seul à

<sup>43</sup> Quatrième parti au Yuan législatif, avec 12 sièges, le TSU, dont le leader spirituel est Lee Teng-hui, est le parti le plus indépendantiste sur la scène politique de Taïwan.

<sup>44</sup> À la surprise générale, Lee Wen-chung a démissionné de son poste de député au Yuan législatif le 13 novembre 2006, en même temps que Lin Chuo-shui, son compère de la faction Nouvelle Vague, surnommé le « théoricien de l'indépendantisme ». Par leur geste, les deux députés ont voulu protester contre la gestion par Chen Shui-bian des scandales de corruption qui

<sup>42</sup> « In latest twist, weapons deal gains life », *Taiwan News*, 2 novembre 2006.

ne pas s'offusquer des déclarations de Stephen Young. Il semble au contraire les percevoir comme un coup de pouce bienvenu envers le PDP. Lee insiste sur les implications pour la position géopolitique de Taïwan que pourrait provoquer le retard dans l'acquisition des trois systèmes d'armes. Selon lui, le refus des députés d'opposition d'avaliser la loi de financement déstabilise l'ensemble de la stratégie régionale des États-Unis. Si Taïwan avait accepté plus tôt de renforcer ses capacités de défense, les États-Unis auraient pu renforcer leur posture de dissuasion militaire envers la Chine. En revanche, en ne participant pas de manière active à la formation d'un front dissuasif contre l'expansion stratégique de la Chine dans la région, Taipei a forcé Washington à changer sa stratégie initiale et à tirer toutes les conséquences quant à la valeur stratégique de Taïwan et à son statut de quasi allié. Désormais, les États-Unis ont de plus en plus tendance à cogérer avec la Chine la question taïwanaise, ce qui a pour effet de court-circuiter Taipei. Il n'est pas impensable que Washington sacrifie les intérêts de l'île nationaliste à l'aune de sa relation avec Pékin. Par exemple, afin d'établir avec la Chine des compromis sur différents dossiers, Washington pourrait refuser tout transit sur le sol américain du chef d'État taïwanais, ou encore prolonger indéfiniment les négociations avec l'île sur la signature d'un accord bilatéral de libre-échange. Selon Lee Wen-chung, les politiciens taïwanais font preuve d'aveuglement quant aux questions de sécurité dans le détroit. Car l'obstruction de l'opposition n'a pas seulement pour effet d'attiser l'atmosphère de conflit interne sur l'île : elle grève l'amitié américano-taïwanaise, affaiblit les capacités de défense de l'île, et rend de moins en moins crédibles les perspectives de Taipei de pouvoir négocier en position de force avec Pékin.

---

minent sa crédibilité et celle du parti, et s'excuser au nom du parti envers le peuple. Au sein du PDP, Lee Wen-chung était le seul député pouvant revendiquer un statut d'expert sur les questions de sécurité nationale et de défense. Pour plus d'informations, se référer à « DPP lawmakers quit before vote », *The China Post*, 14 novembre 2006. Voir aussi, dans ce numéro, « Qui saura rassembler les déçus de Chen Shui-bian ? ».

## La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales): revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste

## L'équipe

- ❑ **Editeurs :**  
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**  
Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**  
Florence Biot, Camille Bondonis, Cécile Cavoizy, Valérie Demeure-Vallée, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Aurore Merle (CEFC), Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**  
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas